

Prof. Dr. Paul J.J. Welfens, Alfred Grosser Professorship 2007/08, Sciences Po, Paris;
paul.welfens@sciences-po.org

*Jean Monnet Chair for European Economic Integration and Chair for
Macroeconomics; president of European Institute for International Economic Relations
(EIIW) at the University of Wuppertal;*

welfens@eiiw.uni-wuppertal.de, www.euroeiiw.de, Tel +49 202 439 1371

www.econ-international.net

EIIW/Universität Wuppertal, Rainer-Gruenter-Str. 21, D-42119 Wuppertal



Intégration Européenne et Mondialisation: Défis, Débats, Options

Préliminaires © Paul J.J. Welfens, 2008 (mars)

Basé sur la conférence inaugurale: Sciences Po, Paris, le 6 décembre 2007

Résumé

Cette analyse porte sur l'intégration européenne et la mondialisation. L'UE est un acteur actif dans la globalisation où une partie du dynamisme est causée par le marché unique et les élargissements de l'Union. Concernant les autres impulsions importantes pour la globalisation, le progrès technologique, en particulier dans le secteur de l'informatique, est impressionnant en ce qu'il facilite les opérations des firmes multinationales et l'expansion de l'Internet, nouvelle plateforme dans le commerce et dans la communication. Les sondages indiquent qu'une quasi-majorité des Européens ne plaident pas en faveur de la mondialisation et qu'une grande partie de la population a toujours des réserves quant à ses effets positifs. La mondialisation est tout à fait à même d'entraîner une compétition accrue des systèmes économiques dans le monde et l'UE devra dans ce cas faire face à une vive concurrence des Etats-Unis et de la Chine, nouvel acteur de la mondialisation. Le marché unique et le processus de Lisbonne pourraient aider à augmenter la compétitivité des firmes européennes et placer de nouveaux éléments de politique supranationale dans l'agenda politique, de même l'UE devrait adopter plus souvent et d'une manière plus efficace une stratégie commune avec les organisations internationales telles que le FMI, l'OMC et la BRI. De plus, on pourrait développer une approche de coopération avec d'autres clubs d'intégration (comme l'ALENA, le MERCOSUR etc.). Un défi important pour l'UE est celui d'exporter les normes de sécurité en matière de travail dans le Sud, ce qui se révélera normalement bénéfique pour le Nord et le Sud. Les économistes et autres chercheurs en sciences sociales de l'UE ont la tâche d'expliquer plus clairement les avantages et les risques de la mondialisation – la fragmentation intellectuelle en Europe est bien déplorable et il serait utile que la Commission et les Etats Membres fassent des propositions et prennent de nouvelles initiatives afin d'éclairer la mondialisation sous l'angle de ce rôle de l'union.

Version mars, 2008

J'exprime mes remerciements ainsi que ma reconnaissance à Patrick Messerlin et Alfred Grosser, Sciences Po, qui m'ont encouragé à faire cette étude; je suis aussi reconnaissant envers Antoine Leblois, Paris, Gaël Guéguen et Jens Perret, EIIW/Wuppertal pour leur assistance technique.

Table of Contents

Résumé.....	2
1. Introduction	4
2. Les défis de la mondialisation moderne : une perspective politico-économique .	10
2.1 L'Union Européenne dans la Mondialisation.....	12
2.2 La Mondialisation dans l'opinion publique.....	19
2.3 Mondialisation Durable ?	23
3. L'UE dans la Mondialisation: Options Politiques	31
Appendice	41
Références	44

1. Introduction

La mondialisation moderne est l'ensemble des processus d'échanges de biens, de capitaux, d'informations via Internet et autres relais ainsi que les migrations au sein de l'économie mondiale – ayant le monde entier pour échelle ; l'expansion du rôle des organisations internationales est partiellement liée à la globalisation et ces organisations elles-mêmes ont contribué à la mondialisation. La libéralisation et la privatisation (souvent recommandées aux pays pauvres par le Fonds Monétaire Internationale ou la Banque Mondiale) sont souvent les éléments du processus de la mondialisation, caractérisée par les phénomènes mentionnés, mais qui inclut aussi l'ouverture de la Chine à l'économie mondiale. Cette ouverture, qui était combinée à un changement du système économique vers une économie de marché, a intensifié la compétition sur beaucoup de marchés et donné accès aux firmes multinationales à l'un des plus grands marchés du monde. D'avantage de commerce, plus d'investissements directs à l'étranger ainsi que la création du plus grand marché pour la télécommunication mobile sont les trois éléments importants de ces développements. Etant données les énormes options de la spécialisation dans une économie mondiale libérale, la grande majorité des économistes est d'accord sur une perception favorable de l'expansion du commerce internationale, sinon la question de la libéralisation des flux de capitaux est un sujet plus opaque.

L'Union Européenne prend la mondialisation comme un défi économique et politique, mais l'UE donne aussi des impulsions pour une mondialisation approfondie dans la mesure où le marché unique avance – et il avance dans le cadre des 12 pays européens qui l'ont adopté fin 1992 ; il y a également une expansion accrue de ce marché avec chaque élargissement de la Communauté. La création de la zone euro en 1999 est également un élément européen dans la globalisation financière, étant donné qu'on a créé avec l'euro une zone monétaire intégrée et étendue en même temps la compétition des monnaies à l'échelle globale. La zone euro est aussi moins sensible aux chocs économiques externes que les anciennes institutions monétaires en Europe (le système monétaire européen I dans la période 1979-98 et le serpent monétaire européen qui était une approche de flottement des taux de change en bloc dans la période 1972-79). Mais il faut se demander si l'UE, qui a grandi pendant les décennies écoulées, est un acteur stable et efficace : avec 27 pays membres l'UE est plus grande que jamais, mais son influence économique dans l'économie mondiale n'a guère augmenté et sa position dans les institutions internationales est stagnante – à l'exception du domaine de la compétition monétaire où l'euro est devenu fort, et dans les relations avec les pays qui ont créé une union économique régionale en Asie (ASEAN) ou en Amérique latine (Mercosur). C'est la Chine qui est de plus en plus importante par son poids économique relatif ainsi que les Etats-Unis et leur formidable domination politique.

À la suite des attentats du 11 septembre 2001 à New York, on sait plus que jamais que l'économie mondiale est vulnérable, non seulement dans un sens interne de l'instabilité des marchés financiers, mais également dans un sens nouveau de la vulnérabilité physique ou militaire. Dans ce cadre, l'expansion de OTAN vers l'Europe de l'Est – qui s'est achevée avant l'élargissement de l'UE en 2004 et 2007 – est importante, mais l'inhomogénéité

accrue fait un consensus plus difficile qu'auparavant (dans un même temps, on se demande bien sûr si les Etats-Unis de George Bush ont offert une rationalité traditionnelle dans les grandes lignes de sa politique ou si le leadership des Etats-Unis est confronté à un mirage dans le désert de l'Iraq, ce qui va finalement déstabiliser l'identité de l'OTAN et la coopération transatlantique). Bien que peu d'économistes fassent des études sur des questions militaires il n'y a aucun doute concernant le fait que les problèmes de sécurité militaire occupent souvent une place prioritaire dans la politique ; même l'accession de pays à des organisations internationales est influencée par des considérations militaires, ce qui a été le cas pour l'accession de la Slovaquie à l'OCDE. Le ministre de finance des Etats-Unis avait émis quelques réserves concernant le cas de la Slovaquie, mais la ministre des Affaires étrangères a argumenté que le rôle de ce pays dans la guerre de Kosovo était si important que son accession à l'OCDE devait être organisé assez vite.

Quels sont les défis de la mondialisation et de quelles options politiques disposent l'UE et ses Etats Membres pour contribuer à une mondialisation efficace, stable et juste – juste dans le sens où les populations des hémisphères Nord et Sud ont l'impression que la mondialisation entraîne un processus qui partage les gains économiques d'une manière acceptable. Quel est le dynamisme politique en matière d'approches rivales dans les régions importantes de l'économie mondiale, c'est-à-dire démocratie contre autoritarisme? Une expansion de la démocratie combinée avec l'économie de marché pourraient faciliter un consensus général des règles du jeu sur le plan global ; si au contraire il y a une expansion de l'autocratie, on pourrait s'attendre à d'avantage de conflits difficiles – au moins si on suppose que les régimes autocrates ont une tendance à poursuivre une politique étrangère agressive en cas de problèmes internes.

La mondialisation implique un agrandissement des interdépendances économiques internationales, ce qui peut rendre confuse sa compréhension ; de surcroît son déroulement dans les sphères politiques internationales peut la rendre moins démocratique à l'échelle globale, du moins en apparence. On peut d'abord poser la question à savoir si la politique peut influencer la globalisation, mais il faut aussi se demander dans quelle mesure les décisions politiques à venir seront démocratiques ou autocratiques. La mondialisation progresse et avec elle certains défis qui ont non seulement des aspects politiques mais aussi économiques:

- L'expansion en Asie progresse; la Chine est un élément économique important dans l'internationalisation asiatique – en combinant une économie de marché dynamique avec une dictature politique, elle exerce une grande influence sur la région. Le grand succès économique pourrait éroder les démocraties en Asie (la Russie incluse). Un modèle alternatif est l'Inde qui est une véritable démocratie, mais dont le taux de croissance économique était bien inférieur à celui de la Chine pendant les deux décennies suivant 1985.
- Les salaires des travailleurs les moins qualifiés pourraient continuer à stagner en Europe et aux Etats-Unis – premièrement à cause des importations de biens fabriqués en Asie, utilisant la main-d'œuvre d'une manière intensive. Une telle évolution suivrait la logique de l'approche de Heckscher-Ohlin : Avec 400 millions de Chinois travaillant toujours à la campagne, il y a une grande réserve de main d'œuvre non-qualifiée dans l'économie mondiale prête à entrer dans les années à

venir sur le marché du travail, concernant la totalité des pays de l'OCDE par le biais de la concurrence de leurs industries (et ceci parallèlement à l'urbanisation croissante en Chine).

- L'évolution technologique en général et l'expansion des technologies d'informatisation facilitent la délocalisation de l'industrie et des services. La chaîne de la valeur ajoutée pourrait être réallouée dans l'espace et les différences relatives au niveau de la rémunération du capital et de la main d'œuvre encourageraient cette délocalisation. La demande internationale pour les services à haute technologie incorporée qui utilisent la main d'œuvre qualifiée de façon relativement intensive va s'accroître en entraînant une augmentation du prix des services – en accord avec le théorème de Stolper-Samuelson la rémunération de la main d'œuvre qualifiée augmentera.
- L'intégration des marchés financiers s'est intensifiée dans le cadre du marché unique au sein de l'UE, mais aussi avec la vague de globalisation financière dans les années 90. On s'attend de plus à l'intégration des effets positifs en termes de gain de revenu mais la vitesse d'ajustement aux marchés des changes et financiers implique aussi des problèmes spécifiques – dont ceux qui ont été traités dans le modèle de DORNBUSCH (1976) par la mise en avant des mécanismes d'« overshooting ». De même le manque de régulation des banques, problème caractérisant particulièrement les Etats-Unis (voir le cas de la crise des « subprimes » aux Etats-Unis en 2007) pourrait amplifier de tels déséquilibres et ajustements rapides.
- Il y a un nouveau défi: Le phénomène des fonds étatiques (Russie, Chine, pays de l'OPEP) crée la perception d'une nouvelle pression pour les pays de l'OCDE qui sont protectionnistes si la source des capitaux étrangers provient de certains pays, desquels on pourrait anticiper une influence politique sur les investissements directs à l'étranger. Ce défi est largement lié aux déficits de balance extérieure des Etats Unis et à l'explosion des prix sur les marchés du pétrole et du gaz après 2001. Et c'est grâce aux investissements de ces fonds étatiques que la recapitalisation des banques aux Etats-Unis et en Suisse a été assez rapidement possible en 2007/08.
- L'expansion de l'e-commerce depuis 1995 a été facilitée par le développement des télécommunications. Ce commerce a été libéralisé par la Commission Européenne en 1998. La télécommunication de réseau fixe est caractérisée par des coûts marginaux décroissants (et des « coûts *écoulés* » - *sunk costs* - assez élevés) qui impliquent une instabilité de l'équilibre et nécessitent une régulation dans la mesure où l'*ex-monopole* exerce une position dominante sur le marché. L'ouverture du marché des télécommunications en Europe est un grand succès car le nombre des firmes actives dans le secteur a augmenté et les prix relatifs ont fortement baissé, les prix des communications internationales inclus : à cause de cette réduction des prix d'information et de transaction, qui était assez forte sur les marchés internationaux, le commerce international a augmenté, ce qui s'inscrit dans la logique de l'approche de l'équation économique de la gravitation dans laquelle on suppose que les exportations X_{ij} des pays i vers les pays j dépendent positivement du PIB (Y) dans le pays i et le pays j (Y^*) et négativement des coûts

de transports qui sont régulièrement réestimés par une mesure de distance. Grâce à l'expansion du réseau Internet la variable de distance pourrait devenir moins importante à long terme – certainement pour les services digitaux. Quant aux biens plus traditionnels, l'impact économique de la distance ne pourrait que seulement peu changer dans la mesure où les technologies de l'information et de la communication facilitent la délocalisation de la production (WELFENS, 2008).

Avec l'expansion de l'Internet les marchés des services digitaux ne se limitent que rarement au cadre national, mais se développent bien au-delà ; il faut alors une réglementation internationale ou du moins un compromis entre une régulation supranationale et une régulation nationale. Dans la mesure où l'Internet est une industrie globale il faut bien considérer de se mettre d'accord sur un cadre de règles communes (au moins pour les questions les plus spécifiques; les autres pourraient être régulées par les autorités nationales). Le sommet des Nations Unis en Tunisie en 2006 a représenté un tournant dans cette démarche, mais c'était aussi choquant de voir que la délégation de l'Union Européenne n'avait pas trouvé d'accord interne sur certaines questions délicates ce qui laissait l'UE dans une position velleitaire - malgré son récent agrandissement vers l'est de l'Europe.

La mondialisation est un processus complexe qui représente l'enchevêtrement de plusieurs éléments, dont :

- La liberté du commerce mondial sous les bons auspices de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC vise une réduction des droits de douanes et l'élimination des barrières non-tarifaires), n'ayant atteint qu'en 1990 son niveau de 1913, suite aux montées du protectionnisme au milieu du 20^{ème} siècle.
- La Chine, nouveau membre de l'OMC investit une place grandissante dans le commerce international - de même que les 'BRIC' [Brésil, Inde, Russie et Chine] en général. C'est une bonne chose de l'avoir dans l'OMC, mais l'UE ne lui a pas accordé le statut d'économie de marché qui propose des points de vue assez différents; le grand test de la Chine sera l'internationalisation de son système bancaire – la question étant de savoir si elle percevra non seulement les effets internes de sa politique mais aussi les répercussions externes.
- L'expansion des investissements directs à l'étranger (IDE) qui depuis 1985 est en forte croissance, ce qui signifie que les entreprises mondiales sont de plus en plus importantes et plus que jamais dans la ligne de mire de la politique qui souhaiterait contrôler les relations internationales (montée parallèle du courant trans-nationaliste au niveau académique):
 - Il y a souvent des investissements verticaux internationaux qui représentent une délocalisation d'une partie de la valeur ajoutée ; les firmes multinationales appliquent le mécanisme de prix de cessions internes et esquivent les taxations nationales.
 - les firmes multinationales représentent plus de la moitié du commerce international ; environ 1/3 du commerce global est intra-firme, c'est-à-dire un commerce international entre le siège principal de la firme multinationale et ses filiales internationales; les firmes multinationales représentent également 80% du commerce de technologies (dépôts de

brevets, “licensing”). Au début du 21^{ème} siècle les investissements directs à l'étranger représentaient environ 10% des investissements totaux dans les pays OCDE+BRIC, ce qui est certainement non-négligeable.

- Les investissements directs à l'étranger ont souvent des motifs spéciaux (LAFAY, 2002, p. 39) : Les investissements pourraient être motivés par l'impossibilité de vendre des quantités élevées dans le pays de destination des investissements – en raison soit de la nature des produits qui s'applique à une grande partie du secteur tertiaire, soit des barrières protectionnistes. Economiser sur les coûts est aussi un motif important dans quelques secteurs – une production à l'étranger, dans des pays où les coûts de main-d'œuvre sont plus bas que dans les pays industrialisés, est attractive pour les biens dont la production exige beaucoup de main d'œuvre ; dans les pays de l'Europe de l'Est et en Asie, les investisseurs de l'Europe de l'Ouest trouvent beaucoup d'opportunités dans le sens où il y a des avantages comparatifs macro-économiques dans les pays d'implantation. Il y a également les secteurs dans lesquels les investissements directs sont attirés par les pays avec de grands marchés où on peut exploiter les économies d'échelles. L'ouverture de la Chine a créé de nouvelles options pour les firmes multinationales. Enfin il y a des secteurs dans lesquels les firmes préfèrent créer l'entreprise-réseau – au lieu de créer des filiales contrôlées au sein d'un système hiérarchisé, il devient alors plus productif et profitable de tisser des relations contractuelles avec un réseau de partenaires industriels dans les pays d'implantation.
- Dans beaucoup de pays de l'UE15 on a peur de la délocalisation, devenue plus facile par les technologies d'information et de communication. A cela s'ajoute une nouvelle incertitude qui est liée à la libéralisation des mouvements de capitaux qui étaient très encouragés par les Etats-Unis dans les décennies 1980 (en Asie) et 1990 (en Europe de l'Est). Il semble que dans beaucoup de pays en Asie les banques et les institutions monétaires n'ont pas été modernisées d'une manière adéquate et un phénomène d'emballlement spéculatif s'est manifesté en même temps. La crise de l'Asie a éclaté en 1997/98 après les influx de capitaux – souvent des emprunts internationaux à court terme – qui n'ont pas continué ; pour les pays de l'Asie qui avaient une balance commerciale déficitaire le retrait inattendu de capitaux a engendré de graves problèmes. Evidemment les politiques macroéconomiques inadéquates ainsi qu'un manque de régulation de la part des banques représentaient d'importants éléments de cette crise. Une certaine fragilité des marchés financiers et du système bancaire des Etats-Unis a créé une nouvelle vague de problèmes sur les marchés internationaux en 2007/08.

Quant à la fonction de l'UE, les peuples des pays membres de l'UE en ont des attentes claires : elle doit aider à faire face d'une manière plus efficace aux défis de la mondialisation et le modèle du club européen doit être exemplaire dans le sens où ses principes et sa vision de la politique pourraient être exportés. L'élargissement de l'Union Européenne des années 2004 et 2007 a impliqué dans le cadre de l'UE25/UE27 que l'on combine l'économie de marché avec la démocratie et l'État de droit dans un espace grandissant. Mais cette expansion économique et démocratique en Europe et accompagnée

par une expansion de l'autoritarisme en Asie, où la Chine est considérée par beaucoup comme un modèle ayant combiné l'économie de marché avec l'autoritarisme d'un gouvernement autocrate. Cela pourrait éroder les démocraties en Asie (force de la Corée du Sud, de Taiwan et de certains dragons), et il n'y a aucun doute sur le fait que l'approche chinoise de la modernisation soit aussi considérée comme attractive en Russie et dans quelques pays de l'ASEAN. Il serait donc préférable pour de nombreux européens et même penseurs occidentaux qu'un tel modèle ne devienne pas un exemple.

Dans cette perspective, ce rapport pose la question de savoir quels sont les liens entre intégration européenne et mondialisation. Ceci implique aussi de se demander à quelle condition le modèle européen de l'intégration et de l'État providence pourrait être exporté dans le monde (il n'est même pas étendu au niveau supranational aujourd'hui, pour des raisons de subsidiarité, de régionalisme et de volonté retardant le processus politique ; à ce niveau, l'exemple de la mise en place d'une taxe européenne est parlante). Un succès économique de l'euro ainsi qu'une croissance durable seraient des atouts de poids quant au développement de la légitimité de l'UE. De tels espoirs sont partiellement liés à la mondialisation et doivent être relativisés dans la mesure où l'UE peut influencer les institutions dans le monde, et instaurer une dynamique de convergence économique internationale (au moins un désir partagé). Une question qu'on se doit de poser dans le cadre de la mondialisation concerne l'évolution des inégalités en Europe, car le modèle de l'UE et le modèle du marché social sont largement incompatibles avec d'extrêmes inégalités.

Dans l'étude suivante nous voulons discuter des défis de la mondialisation moderne, incluant les problèmes spécifiques posés par l'expansion des technologies de l'information et de la communication. Il faut identifier non seulement les défis économiques mais aussi les options de la politique économique pour l'Union Européenne. Ces options sont basées sur le cadre des institutions, des intérêts et des attitudes envers la mondialisation.

2. Les défis de la mondialisation moderne : une perspective politico-économique

La mondialisation moderne possède trois éléments différents de ceux de la première mondialisation (1850-1914): (i) les investissements directs à l'étranger jouent un très grand rôle ; (ii) l'expansion de l'Internet et des technologies informatiques a élargi beaucoup de marchés dans le monde et a aussi contribué à faciliter le commerce international des services (qui n'est pourtant pas réglementé à l'OMC et très peu développé pour l'instant entre les grandes zones économiques) - le secteur des biens non-commercialisés dans l'économie mondiale s'est réduit ; (iii) l'entrée de la Chine – et plus généralement des pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), soit les pays émergents qui réussissent – dans l'économie mondiale a entraîné un choc négatif sur les salaires des non-qualifiés dans l'UE et aux Etats-Unis, soit les anciens pays industrialisés. C'est dans la logique du modèle d'Heckscher-Ohlin, dont le modèle prédit une convergence des taux de rémunération des facteurs ; cela implique en particulier une dégradation du taux de salaire pour les non-qualifiés en Europe. On peut aussi utiliser le théorème de Rybczynski dont l'assertion principale avance qu'une augmentation de la dotation du facteur de production j – en considérant que le prix relatif des biens soit donné – va entraîner un accroissement de la production de ce produit utilisant ce facteur d'une manière intensive ; la production de l'autre bien (i) va baisser. Avec l'accroissement du nombre de travailleurs (non-qualifiés) dans le monde, la production de beaucoup de produits électroniques standardisés nécessitant beaucoup de main d'œuvre augmentera à terme.

On observe ci-dessus une évolution structurelle qui est caractérisée par l'expansion du secteur de la technologie informatique : un secteur qui utilise relativement intensivement la main d'œuvre qualifiée. Ceci s'applique particulièrement au sous-secteur des logiciels dont le prix relatif a augmenté ces dernières années. Le théorème de Stolper-Samuelson propose un message simple : si le prix relatif du produit i s'accroît, le prix de ce facteur de production, utilisé de façon relativement intensive dans la production de ce secteur, augmente (le prix du software est aussi dû à la facilité de crack, de copie et d'utilisation illicite des tels biens ; en effet dans quelques pays peu de gens acceptent d'acheter ces produits, hormis les firmes qui sont contrôlées. Sur le marché des logiciels il y a aussi une position largement dominante de Microsoft, qui par l'usage général devient une norme ; il est en effet difficile pour les concurrents, même gratuits, de logiciels d'exploitation comme Linux de se développer, mais Google – avec ses offres de logiciels gratuits - est devenu un défi formidable dans ce marché particulier). Prenons comme exemple le dynamisme dans le secteur de la technologie de l'informatique : le prix relatif des produits logiciels s'est accru dans la décennie suivant 1995 (AUDRETSCH/WELFENS, 2002 ; WELFENS/WESKE, 2006), ce qui implique que la rémunération des employés qualifiés – en particulier celle des informaticiens - augmentera. Avec l'expansion de la technologie informatique, les options de délocalisation internationale se sont renforcées parce que les firmes multinationales peuvent organiser des réseaux complexes (firmes en réseaux, mouvements d'externalisation et d'internalisation

en fonction des besoins, des coûts et de l'organisation de la production) qui fonctionnent en partie grâce à l'outil informatique.

Il est vrai que la mondialisation est largement liée à l'accroissement des flux de capitaux, mais les investissements directs à l'étranger sont complétés par les investissements en portefeuille. Ces derniers visent à augmenter le taux de rendement des investissements et de réduire le risque ; comme l'avance le vieil adage : « il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier ». Avec la création de la zone Euro – qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt dans beaucoup de pays de la zone – l'internationalisation de ce type d'investissement s'est accrue en Europe. En effet beaucoup d'investisseurs des pays de la zone Euro ont visés des taux de rendement plus élevés que ceux de leurs investissements aux Etats-Unis et en Asie (où beaucoup de pays ont des taux de change effectivement fixés sur le dollar). Avec des marchés financiers souvent peu réglementés aux Etats-Unis, les Européens font face aux risques d'une diffusion des instabilités émergeant des Etats-Unis. On sait bien que dans un cadre de flexibilité du taux de change euro/dollar il y a un risque d'overshooting dans la mesure où la vitesse d'ajustement des marchés des biens est très inférieure à la vitesse d'ajustement – souvent très élevée – des marchés financiers comprenant les marchés des devises. Le modèle de DORNBUSCH (1976) a bien montré ce problème qui est techniquement lié à la valeur du paramètre de l'équation de la formation des anticipations et l'élasticité de la demande de monnaie.

Un nouveau défi pour les économies de l'OCDE est le phénomène de développement des fonds étatiques (et investisseurs institutionnels) Russes, Chinois et des pays de l'OPEP qui voudraient bien investir dans les firmes et banques multinationales aux Etats-Unis, mais aussi dans l'UE et dans bien d'autres pays. Les gouvernements des pays de l'OCDE hésitent donc à accepter les flux entrants de capitaux sans réserves et on a pu voir s'ériger de nouvelles barrières contre les arrivées rapides de capitaux. La situation peut devenir encore plus délicate si la crise des banques de 2007/2008 (Subprimes) aux Etats-Unis et dans l'UE (notamment en Allemagne et au Royaume Uni) devait encore s'aggraver.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont le secteur d'activité économique le plus important pour les innovations dans l'UE. Relativement à leur produit intérieur brut, l'Allemagne et la France ont des dépenses publiques de R&D/PIB relativement faibles ; la Hongrie, la Slovaquie, mais aussi la Chine ont des indicateurs plus favorables (BITKOM, 2007).

Dans le classement international, la France et l'Allemagne se maintiennent dans la moyenne, bien qu'exposées à la pression continue de l'adaptation à la mondialisation. L'expansion même des TIC accentue la mondialisation car les coûts de l'information et des transactions internationales se réduisent. L'Union Européenne a de grands défis à relever pour atteindre, dans le contexte de l'Agenda de Lisbonne, davantage de croissance et d'emploi dans une société du savoir numériquement interconnectée.

Avec l'expansion des technologies de l'information et de la communication telles que l'informatique, l'expansion du commerce électronique augmentera. Cela implique de nouveaux défis du fait que les réseaux des télécommunications soient caractérisés par des

coûts marginaux décroissants - et des « coûts écoulés » assez élevés qui génèrent une concurrence relativement faible. Seule une régulation étatique par des mécanismes d'incitation pourrait entraîner un équilibre plus efficace. La Commission Européenne a imposé (dans les réseaux fixes) l'ouverture des marchés des télécommunications dans l'UE en 1998. Grâce à la convergence digitale et à la domination croissante des technologies de l'Internet on verra de plus en plus de marchés vraiment globaux dans le futur, exigeant une certaine régulation à l'échelle mondiale – au moins dans le cadre de l'OCDE et à condition qu'il n'y ait pas automatiquement de concurrence durable. À cause des effets de réseaux et des économies d'échelles – en combinaison avec le rôle des « coûts écoulés »- il y a un potentiel problème de domination par une seule entreprise (abus de position dominante). Dans l'Internet on trouve un vrai marché mondial pour certains services ; dans quelques marchés il existe un monopole naturel global qui implique des problèmes spécifiques pour la politique de la concurrence. Pour combler le manque d'une agence globale en charge de la politique de la compétition on pourrait envisager une coopération globale des autorités qui poserait un nouveau défi pour les pays de l'OCDE, ainsi que pour la Chine, l'Inde, et d'autres pays.

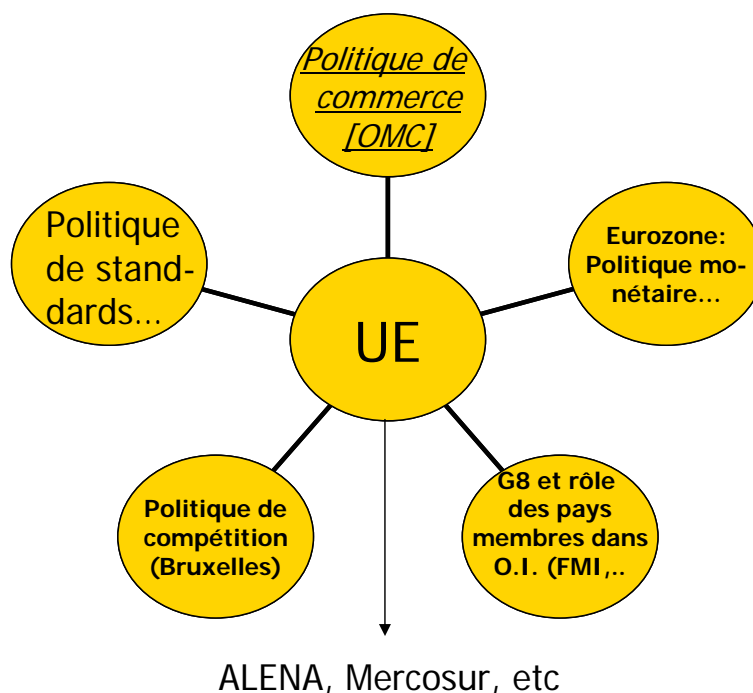
2.1 L'Union Européenne dans la Mondialisation

L'UE fait face à la mondialisation dans des domaines au sein desquels l'Europe pourrait avoir une influence particulière (Fig. 1):

- La politique du commerce international et respectivement l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) : l'UE est un acteur direct dans ce cadre ; cela vaut aussi pour le traité de liberté du commerce avec des pays divers ainsi que des clubs d'intégration comme l'ASEAN en Asie ou le MERCOSUR en Amérique Latine. De plus l'UE fait partie des négociations internationales visant à appliquer les réglementations de l'Internet ; lors du sommet mondial sur la société de l'information à Tunis en 2006, l'UE a manqué de jouer un rôle majeur.
- La création de la zone Euro implique pour les pays membres (13 en 2007) une double responsabilité du domaine politique: interne, par la BCE en matière de politique monétaire et externe, par les taux de change et le système des taux de change établis.
- Le G8 offre un cadre exceptionnel dans lequel certains pays membres et l'UE elle-même peuvent être actifs ; en outre on peut envisager des organisations globales telles que le FMI, la Banque Mondiale, la BRI etc.
- La politique de concurrence, partiellement développée au niveau communautaire. Dans le cadre du marché unique la Commission occupe un rôle très important dans le développement futur d'une concurrence durable ; en particulier sur le marché des biens, soumis au commerce international, au sein duquel la Commission occupe une position très avantageuse.

- Politique de normalisation : Ce champ politique concerne certaines normes pour lesquelles la Commission s'est engagée – par exemple dans le cadre du GSM dans la télécommunication mobile ; mais la Commission est aussi engagée dans la fixation de certaines normes de sécurité concernant certains produits et pour la sécurité du travail.

Figure 1: UE et mondialisation



La Commission exerce une grande influence dans toutes négociations internationales. Mais les normes fixées pour les marchés des biens dans l'UE imposent de surcroît un minimum de qualité pour les producteurs, qu'ils produisent au sein de l'UE ou en dehors. Une norme de production pourrait être une barrière artificielle (non tarifaire) et un moyen d'augmenter les mesures protectionnistes et de se protéger du commerce international, mais dans certains cas on fixe des normes utiles qui ne sont pas seulement importantes en matière de sécurité, mais qui facilitent aussi l'exploitation globale des rendements d'échelle. Enfin la Commission donne un élan à la globalisation par l'approfondissement du marché unique et l'élargissement vers l'Europe de l'Est. Le grand rival de cette expansion politique européenne est, bien sûr, les Etats-Unis qui ont une approche différente dans beaucoup de champs politiques.

La mondialisation signifie pour l'UE un défi important car ce dynamisme global offre un champ de bataille politique sur lequel la Communauté peut faire jouer ses atouts : son poids économique, la capacité de la Commission, du Parlement Européen ainsi que du Sommet Européen (chefs de gouvernements et présidents) de se mettre d'accord sur une position ou pour une stratégie commune concernant les négociations internationales.

- Dans l'UE: il faut adapter les institutions pour que l'UE des 27 soit capable d'agir efficacement ; avec le Traité de Lisbonne on a trouvé un compromis qui pourrait fonctionner. Le plus grand défi concerne l'État- Providence qui est une formule européenne voulant combiner l'efficacité des marchés avec un système de prestations sociales pour les milieux en situation modeste – et aussi financer un système public pour l'assurance maladie, l'assurance du chômage et la retraite. Cela sera de plus en plus difficile dans les sociétés vieillissantes parce que la tendance d'élever les coûts de retraite implique une augmentation des coûts de travail doublé du taux de chômage (en Allemagne le taux de chômage est tombé en 2007/08 grâce aux réformes et à une expansion cyclique ; en France le taux de chômage des jeunes est très élevé et cela en partie à cause du SMIC qui concerne environ 16% des emplois – un indicateur qui est presque dix fois plus élevé qu'aux Etats-Unis, en Grande Bretagne ou aux Pays Bas où les jeunes sont explicitement épargnés par les règles du salaire minimum). L'UE doit aussi faire face au contre-modèle de la Chine qui dépense seulement 5% pour la politique sociale, c'est-à-dire $\frac{1}{4}$ du taux des pays membres de l'UE ; en Chine les dépenses sociales relatives au PIB augmenteront avec la réduction du secteur de l'agriculture dans le long terme. Mais l'Europe doit être consciente qu'il faut contrôler strictement les dépenses sociales dans un monde où non seulement les Etats-Unis (et l'Australie, le Royaume Uni, la Suisse) ont des pourcentages plus bas, mais aussi la Chine, dont l'influence va s'accroître au 21^{ème} siècle.
- Quelle est la qualité des institutions de l'UE? Et quelle est la qualité des institutions des Etats membres? Dans beaucoup de pays on voudrait adopter des réformes, mais il est bien difficile de procéder à un agenda de réformes aux mesures pratiques soutenues par une majorité forte (l'échec du gouvernement Prodi en Italie au début de 2008 est un cas relevant de ce contexte). Pour améliorer les institutions nationales il serait très utile d'avoir recours au „benchmarking“ : faire la comparaison entre les pays de l'UE qui offrent une grande richesse institutionnelle dans les pays membres. Une procédure de benchmarking pourrait bien accroître la qualité des institutions et cela pourrait s'appliquer à divers domaines tels que la régulation des marchés financiers et des marchés de services infrastructurels comme l'énergie, la télécommunication et le transport. Est-ce qu'il existe réellement un mécanisme permettant une diffusion efficace, impliquant que les grands pays soient prêts à imiter les solutions non-seulement des autres grands pays mais aussi celles des plus petits pays, qui ont résolu certains problèmes en générant de grands progrès en terme de productivité et d'innovation. Avec un benchmarking efficace, l'UE pourrait améliorer sa position dans l'économie mondiale parce qu'un leadership international dépend d'un double processus d'innovation : dans le domaine de la politique et de l'économie où les firmes sont déjà soumises à une pression mondiale constante.
- Est-ce que l'UE arrivera à exporter ses institutions? Face à la concurrence politique et institutionnelle des Etats-Unis, de la Chine etc., le test de Lackmus pour un vrai leadership institutionnel est la diffusion internationale des institutions. L'élargissement de l'UE est un cas particulier de la diffusion des institutions. Mais l'économie mondiale concerne quelques 200 pays et il y a seulement un petit groupe de pays très intéressés d'apprendre le modèle Européen – les pays du Mercosur en Amérique Latine représentent un cas important, et dans une certaine mesure les pays de l'ASEAN aussi.

- Au niveau supranational on s'attend à ce que la Communauté soit capable de jouer un rôle actif et important dans les organisations internationales, adopte une politique de compétition efficace et développe une combinaison intelligente de la politique monétaire dans la zone Euro et de la politique financière dans les pays membres de la zone Euro. Pendant la première décennie l'Euro est resté stable, mais après les élargissements de 2006 (Slovénie) et de 2007 (Chypre et Malte) la gouvernance de la zone Euro est devenue plus fragile à cause de la plus grande hétérogénéité des pays dont les banques centrales sont actives dans le système monétaire européen. Bien que l'UE comprenne 27 pays membres dès 2007, on ne voit pas d'augmentation de l'influence européenne – en comparaison à l'UE15. Mais il est vrai que l'élargissement de l'UE a renforcé la libéralisation dans le commerce mondial de par l'adoption de l'acquis communautaire dans les nouveaux pays membres ; dans ces pays le débat sur la mondialisation est aussi intense qu'en Europe de l'Ouest.

Il est bien évident que la mondialisation moderne présente des caractéristiques communes à celles de la première mondialisation 1860-1914, en particulier en termes d' abaissement des coûts de transport, de réduction des droits de douanes et d'intégration monétaire (BALDWIN/MARTIN, 1999). Quant à l'intégration monétaire internationale il y a des différences apparentes - l'étalon d'or dans la première mondialisation, contre le système de Bretton Woods I et II (avant et après les accords de la Jamaïque) dans la mondialisation moderne. De plus, dans la mondialisation moderne, les firmes multinationales ainsi que le poids du commerce intra-industriel (interne aux multinationales) dû aux importants mouvements d'externalisation et de délocalisation des parties de la production industrielle sont beaucoup plus importantes que lors de la première mondialisation (au sein de laquelle les échanges étaient inter-firmes). SUZANNE BERGER (2003) a souligné que certains débats actuels existaient déjà pendant la première mondialisation en 1900: « Taxer les revenus serait impossible dans une société globale basée sur l'étalon d'or et le libre flux des capitaux » était un argument populaire dans les anciens débats – mais la réalité a bien démontré qu'on peut imposer certaines taxes (sur le travail surtout, du fait de sa moindre mobilité). Avec certaines modifications ces arguments ont été répétés dans les débats économiques et politiques des années 90. La réalité cette fois était plus conforme aux arguments des économistes car on a vraiment observé un ajustement à la baisse (équilibre vers le bas) des taxes sur les profits dans les pays de l'OCDE et de l'UE. Le rôle important des firmes multinationales pourrait expliquer cette évolution implicite - due en grande partie à la logique des prix de cessions internes et aux tentatives de ces firmes d'esquiver la fiscalité - de la politique de taxation des pays membres de l'UE.

Quant au débat sur les taxes appliquées aux profits on peut ajouter que tout dépend de l'utilisation des taxes et des effets économiques à long terme sur le capital K , la connaissance A et l'emploi L . Si le revenu de la taxation est déboursé pour les subventions de R&D [revenu de taxes $\tau Y = \text{dépenses R\&D}$; τ est le taux de taxation] cela pourrait créer un effet d'influx net des investissements directs : Avec $Y = K^\beta (AL)^{1-\beta}$; si on suppose que les revenus des taxes sur les corporations (firmes, holdings) sont proportionnellement redistribués, que le paramètre v' se trouve dans l'intervalle $[0,1]$ et en incluant δ' (taux de la dépréciation de connaissance) on peut écrire l'accumulation de connaissance par

$$(1) \frac{dA}{dt} = v\tau\beta Y - \delta A$$

On obtient avec K constant l'état stationnaire suivant :

$$(2) A\# = [v\tau\beta K^\beta L^{1-\beta}/\delta]^{1/1-\beta}$$

Même si K se réduit après introduction de la taxe, le rendement marginal du capital est une fonction positive de A et le niveau de A# (à l'état stationnaire) est influencé positivement par le taux de taxation. Si on suppose que la consommation est proportionnelle au revenu disponible $Y(1-\tau)$ il y a une taxation optimale pour maximiser la consommation par habitant, $c = C/L$. Une perspective alternative repose sur l'équation suivante (avec $v > 0$; $k' := K/(AL)$):

$$(3) \frac{dA}{dt} = v\tau K^\beta (AL)^{1-\beta} - \delta A$$

Cette approche d'un modèle de croissance endogène – avec k' croissant par des investissements nets – implique, dans le cas d'une population L stable, une solution pour l'état stationnaire (si $k' = k'\#$):

$$(4) \frac{d \ln A}{dt} = \ln A\# = v\tau L k'^\beta - \delta$$

Le résultat est que le taux de progrès technologique est proportionnel à $k'\#$ et à l'échelle du marché (voir le terme L) ; l'évolution du progrès technologique dépend positivement du taux de taxation. Dans un modèle intégrant des spillovers (externalités positives) internationaux dans le secteur de la recherche & développement, on obtient (avec * pour les variables à l'étranger et en considérant un cas assez simple) une fonction de production macroéconomique $Y = A^* K^\beta (AL)^{1-\beta}$ - on pourrait modifier l'équation pour l'accumulation de la connaissance de la manière suivante :

$$(5) \frac{dA}{dt} = v\tau A^* K^\beta (AL)^{1-\beta} - \delta A$$

$$(6) \frac{d \ln A}{dt} = \ln A\# = v\tau A^* L k'^\beta - \delta$$

Il est important d'analyser les modèles économiques dans un cadre Schumpétérien, c'est-à-dire en incluant le dynamisme de l'innovation, et dans un cadre qui reconnaît bien le rôle fondamental des investissements directs à l'étranger (WELFENS, 2007).

Dans ce cas, la mondialisation technologique implique une interdépendance asymétrique selon laquelle le taux de croissance dans une petite économie ouverte s'accroîtrait sous l'influence étrangère. La mondialisation moderne sera caractérisée dans une large mesure par une mondialisation technologique dans le sens où les technologies avancées dans certaines régions du monde vont être appliquées (et copiées) dans la majorité des pays du monde: l'influence des firmes multinationales (permettant une diffusion rapide des acquis, par un processus de *benchmarking* ou d'ajustement sur les meilleures pratiques) est étroitement liée à ce développement. La Chine aura un rôle important dans cette nouvelle vague de mondialisation. Déjà au début du 21^{ème} siècle la Chine a environ la même taille économique (poids dans le commerce international) que la zone Euro (voir le tableau 1).

Tableau 1 : Rôle des économies (grands pays, ou unions) dans l'économie mondiale (% du total global)

	Produit intérieur brut				Commerce international (Biens)				Capita- lisation bour- sière 2001-05
	Exprimé en termes de taux d'échanges du pouvoir d'achat (en PPA)		Exprimé en termes de taux d'échanges des marchés		Exportation		Importation		
	1971- 75	2001- 05	1971- 75	2001- 05	1971- 75	2001- 05	1971- 75	2001- 05	
Etats-Unis	22.5	20.5	27.9	30.1	15.7	11.6	15.6	19.7	44.4
Zone Euro ¹	21.3	15.7	20.2	21.9	21.2	18.5	21.2	16.9	15.3
Japon	8.0	6.7	7.5	11.6	8.5	7.4	7.9	5.8	9.4
RU	4.3	3.1	3.7	4.9	6.9	4.7	7.9	5.6	7.5
Chine ²	3.0	14.0	2.6	4.6	1.2	7.2	1.3	6.2	1.9
Canada	2.1	1.9	2.7	2.4	5.7	4.4	5.5	4.0	2.8
Mexique	1.7	1.8	1.3	1.8	0.5	2.7	0.8	2.9	0.5
Russie ³	-	2.4	-	1.3	-	1.6	-	1.3	-
Corée	0.6	1.6	0.3	1.7	0.7	3.1	0.9	2.7	1.1
Indie	3.5	5.7	1.7	1.6	0.7	1.0	0.8	1.2	0.8
Brésil	2.7	2.7	1.2	1.5	1.3	1.2	1.9	0.9	0.8

¹ Excluant le commerce intra-euro, ² colonne 1971-75 vaut pour 1976-80, ³ 2007 pour la Russie; basée sur les « World Development Indicators ».

Source: IMF (2007, pp. 122/123)

Il est vrai que le poids économique de la Chine est plus léger dans le domaine du commerce que dans la production relative à la parité du pouvoir d'achat (il faut prendre les statistiques du PIB sur la base des taux de change du pouvoir d'achat pour prendre en compte d'une manière réaliste les considérables différences internationales des prix des biens non-échangeables – par exemple les services : une coupe de cheveux est beaucoup moins chère à Pékin qu'à Paris). Avec les exportations Chinoises augmentant aussi rapidement dans la décennie 2005-2015 ce pays devra être la plus grande économie en matière d'exportations avant 2015, mais les Etats-Unis conserveront toujours la place de leader mondial tant que leur poids exceptionnel en termes de capitalisation boursière restera beaucoup plus élevé que celui de la zone Euro et de la Chine.

Dans le contexte de fin du bipolarisme après la guerre froide – et en attendant l'émergence de la Chine comme acteur décisif au niveau global – on a observé certains nouveaux développements dans le monde :

- Il y avait une dégradation de la discipline dans le camp des pays de l'ouest qui n'affecte pas seulement l'Union des 15, mais aussi l'Afrique et l'Amérique Latine ; la volonté des gouvernements de suivre les choix des Etats-Unis n'est pas conditionnée par la logique de la guerre froide, il existe en revanche de fins arguments politico-économiques, rendant nécessaire l'incitation des pays de l'UE (tous ou presque) à supporter les Etats-Unis dans ses actions majeures.
- On a observé une réémergence des forces religieuses traditionnelles en Occident et en Orient – l'islamisme militant en est une manifestation. La globalisation implique de faire face à de nouveaux risques et influences internationales, et pourrait supporter l'influence des leaders religieux au niveau mondial (avec les courants religieux extrémistes offrant un certain contrepoids contre les nouvelles influences externes)
- Le nationalisme se développe: en particulier au sein des 30 jeunes pays de l'Est (en Europe et dans l'ex-Union Soviétique) et il y a la Chine, dont l'expansion en Asie pourrait renforcer les nationalistes de la région. Sur le continent Indo-européen on remarque beaucoup d'impulsions vers de nouvelles vagues de nationalisme et la dégradation de la discipline dans le camp des pays de l'UE est un élément favorable à cette nouvelle orientation. L'histoire complexe de l'Europe induit la potentialité de nombreux conflits ethniques et revendications de minorités que des partis nationalistes pourraient exploiter. Dans cette perspective, la mondialisation de par son développement ne fait pas mourir le nationalisme en soi; en revanche le contraire pourrait se concrétiser : le nationalisme pourrait contribuer au bonheur des individus dans la mesure où les individus ont une fonction d'utilité dans laquelle les quantités de biens consommés sont logiquement incluses, mais également le poids politico-économique de la nation.
- On a observé un nouvel unilatéralisme de la part des Etats-Unis qui rend le comportement de leur gouvernement plus difficile à anticiper; cela a contribué à l'impression que la mondialisation est une américanisation ou une occidentalisation des esprits (côté culturel datant des échanges du 20^{ème} siècle, en revanche la vague des nouveaux échanges tend plus vers une asiatisation des exportations). En matière de marchés financiers on peut bien constater quelque américanisation dans la mesure où les banques de Wall Street sont devenues de plus en plus influentes sur le plan international. Mais en ce qui concerne le commerce international une grande

part de la mondialisation correspond à une « asiatisation » - le taux de croissance des exportations provenant de l'Asie a très fortement augmenté et, à l'aube du 21^{ème} siècle, l'Asie (ici le Japon est exclu) est déjà devenue le premier exportateur.

2.2 La Mondialisation dans l'opinion publique

La mondialisation progresse avec un certain dynamisme, mais on doit s'interroger sur la durabilité de celle-ci. Le comportement des gouvernements est influencé par beaucoup d'incitations, et on doit se rendre à l'évidence que, dans les démocraties, l'opinion publique – parce qu'elle va peser assez fortement sur les options valables de la politique dans le long terme – joue un rôle important. Les sondages montrent cette quasi-majorité reste sceptique quant au phénomène de la mondialisation.

- En France en 2001 : 45% estiment – selon Ipsos – que la mondialisation présente plus d'inconvénients que d'avantages pour la France – contre 34% ayant un avis opposé; mais le pourcentage des méfiants est de 30% seulement pour les moins de 35 ans; les plus âgés et les moins diplômés ont une perception plus négative que la moyenne pour l'ensemble de la population. Cela suggère qu'il y a un manque d'information; de plus on a un indicateur différent de l'incidence de la mondialisation chez ces deux groupes – les jeunes et les diplômés de hautes études étant, dans les deux groupes, les plus optimistes. Les résultats des sondages de la Sofres de 2007 sont relativement similaires.
- Le sondage du Financial Times en 2007, montraient les résultats suivants: 35% des Allemands, 23% des Italiens, 18% des Français, 17% des Américains, 15% des Britanniques jugent positivement la globalisation; ce résultat indique qu'il y a une minorité qui est en faveur de la globalisation. Seule l'existence d'un important groupe indifférent à ces évolutions pourrait permettre que la politique poursuive son optique pro-globalisation.
- Les résultats de l'Eurobaromètre de la Commission (2003 ; voir l'appendice) sur la mondialisation indiquent pour l'UE15 une attitude moyenne négative à 47%. La perception publique pourrait encore se dégrader avec l'expansion de la crise bancaire internationale.

L'Allemagne et la France

En Allemagne la classe politique est largement favorable à la globalisation et elle est soutenue par le milieu des firmes multi- et internationales – qui regroupe aussi bien les grandes multinationales que les PME (à forte intensité technologique) ayant une orientation internationale (souvent typique pour les PME en Allemagne). Egalement, des intellectuels critiquent vivement la globalisation, tout comme certains milieux politiques dans lesquels on peut trouver de nombreux foyers alter mondialistes ; on trouve un certain refus d'accepter la mondialisation de la part de l'extrême droite et de l'extrême gauche (mais le livre de Lafontaine/Müller adopte une position assez ambivalente) – ceci est un ancien problème.

Le soutien relativement fort pour la globalisation s'explique comme suit :

- On trouve dans le public une acceptation de la mondialisation– reflétant largement la forte relation entre exportations, produit national et, plus importante, une balance courante excédentaire structurelle!
- La mondialisation est acceptée par la plupart des économistes (le livre de Christian von Weizsäcker est assez pointu: *Logik der Globalisierung* [La logique de la globalisation], Göttingen 1999);
- La mondialisation va stimuler l'internationalisation des universités: il y a beaucoup d'universités ayant des stratégies d'internationalisation qui visent l'attrait d'étudiants étrangers.
- R&D de l'industrie allemande est caractérisée par une internationalisation croissante; les PME de l'industrie sont aussi internationalisées par leurs activités d'exportation et d'importation. Quant aux services, ils sont encore peu internationalisés.
- L'UE est rarement considérée comme étant un instrument clé dans la mondialisation; la RFA s'agrandit après la réunification ce qui favorise souvent les nouvelles tendances d'un bilatéralisme, ou engendre une orientation des réformes visant à imiter les modèles provenant des Etats-Unis. Il y a certainement un manque de discussion entre l'Allemagne et la France sur les options d'une stratégie commune.

La France

En France il y a un grand débat sur le thème de la globalisation. Le gouvernement Sarkozy veut que les firmes deviennent plus flexibles et que celles du secteur de la haut-technologie soient plus orientées vers les marchés internationaux, en incluant la Chine, considérée comme un marché très important. Dans la discussion il y a une impulsion importante de la part des conseillers du gouvernement.

- Prenons comme exemple le Conseil d'Analyse Économique (2007), *Mondialisation: les atouts de la France* ; Elie Cohen écrit que la France a des problèmes de compétitivité; sa spécialisation est en partie défavorable et les PME éprouvent une certaine faiblesse à l'export ; aussi le processus d'incitation pour la R&D est mal organisé; enfin il souligne qu'une rhétorique protectionniste est contre productive.
- Dans son rapport pour le président de la République, Hubert Védrine a mis l'accent sur quatre points
 - En France il y a le camp de ceux qui acceptent et encouragent la mondialisation et la dérégulation: ce sont les libéraux, la majorité des économistes et les cadres des grandes firmes cotées en bourse (CAC40).
 - Il y a le groupe des altermondialistes ; c'est la plupart des écologistes et une part de l'extrême gauche: la délocalisation est perçue comme un problème qui cause des pertes d'emplois (perception sectorielle qui est confuse); dans cette perspective l'État souffre d'un effondrement de son pouvoir.

- Il y en fin les réalistes avec une attitude optimiste dans la mesure où on peut influencer la mondialisation : il faut accepter la mondialisation, mais on peut imposer une régulation (Européenne) et appliquer des mécanismes de solidarité.

Les antimondialistes qui mélangent des aspects écologiques avec des craintes en termes d'emploi ont une perception partiellement confuse dans le sens où la mondialisation a peu d'impacts directs sur le réchauffement climatique et ses effets importants. La situation actuelle résulte de trois siècles d'industrialisation massive en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. Mais il est aussi évident qu'une mondialisation couronnée de succès – c'est-à-dire que tous les pays du monde fassent partie d'un commerce et de flux de capitaux relativement libres et soient intégrés dans l'univers digital de l'internet – causera des problèmes écologiques irréversibles dans la mesure où une croissance économique mondiale élevée alourdirait le réchauffement de la planète. La politique économique pourrait tout de même réaliser un changement en mettant l'accent sur la recherche et développement : en particulier la « R&D verte ». Cette réorientation globale est peu probable dans le court terme (disons : dans une décennie). Cela implique qu'il est probable que le poids politique des anti-mondialistes augmente en France – comme dans beaucoup d'autres pays de l'UE.

La Chine et ses défis communs

On peut s'attendre à un débat intensif sur les inégalités. Les inégalités internationales en termes de salaire pourraient grandir pendant les prochaines décennies ; cela s'applique au moins aux différences entre les salaires pour les travailleurs les plus qualifiés et les moins qualifiés. Mais globalement il existe aussi un certain risque que les salaires, qui sont bas en Chine, entraînent une dégradation des salaires dans de nombreux pays et industries qui sont en concurrence avec elle. Une partie de la pression exercée par la Chine et liée au mélange particulier du système économique de ce pays : Les firmes, qui sont la propriété de l'Etat, utilisent tous les profits pour le financement des investissements et les dépenses de la consommation relative au PIB ont baissé de 53% en 1998 à 41% en 2005. KUIJS (2006) a démontré que l'épargne des ménages a également chuté, ce qui implique, en prenant en compte les maigres profits (2% de PIB) obtenus auprès des ménages, que le pouvoir de négociation de la main d'œuvre est faible en Chine. Une telle situation (une dégradation parallèle) est présente dans beaucoup de pays. La Chine souffre aussi des barrières commerciales à l'expansion des PME qui se heurtent aux problèmes de financement des investissements (AZIZ/CUI, 2007) et, avec une telle faiblesse des PME, il y aura une importante barrière à l'expansion de l'emploi. Ces développements en Chine n'excluent pas que les travailleurs les plus qualifiés dans les pays de l'OCDE et dans certains pays d'Asie qui exportent beaucoup de machines et d'équipements vers la Chine – dans ces industries on utilise d'une manière intensive les employés les plus qualifiés – obtiendront une augmentation réelle et durable des salaires de la main d'œuvre qualifiée. Mais pour la main d'œuvre moins qualifiée dans l'UE un abaissement relatif des salaires réels est

probable et une diminution absolue peut être évitée seulement si le progrès de la productivité du travail continuera avec une rapidité suffisante.

- La Chine fait baisser la rémunération des salariés non-qualifiés dans les pays riches (pays de l'OCDE). Ce processus prendra quelques décennies car le surplus de main d'œuvre en campagne est encore assez grand. Mais la Chine de 2010 aura déjà environ 200 millions de personnes ayant un revenu comparable au niveau du Portugal ou de l'Espagne ce qui implique que la Chine est devenue un marché très attractif pour les produits sophistiqués des pays de l'OCDE.
- Dans l'UE on peut s'attendre à une augmentation transitoire des écarts de salaires entre les différents groupes de salaires (qualifiés contre non-qualifiés). Une réponse politique adéquate serait d'encourager l'entraînement et l'éducation dans les pays membres de l'UE. Mais la réponse politique en Allemagne, Italie etc. serait que ces pays pourraient probablement être enclins à dépenser plus dans les retraites – la majorité des électeurs est une population assez âgée dans l'UE impliquant des conflits sur les priorités budgétaires dans le futur. Bien que la rhétorique politicienne dans beaucoup de pays européens veuille souvent augmenter les dépenses pour l'éducation, la réalité est plus modeste ; par exemple, les dépenses en Allemagne - par rapport au PIB - pour les universités en 2006 étaient au dessous du niveau de 1975 : avec 1% du PIB l'Allemagne a atteint moins de la moitié de l'indicateur des Etats-Unis. Le système universitaire de l'Allemagne est absolument dominé par l'Etat; par les Länder qui ont la compétence politique dans ce domaine. L'Etat fédéral exerce une compétence minimale pour les universités de l'armée (pourquoi ne pas tripler leur nombre de 2 à 3 et ouvrir ces universités à tous les étudiants intéressés ?). *En France le gouvernement Sarkozy fait face aux problèmes du déficit public qui a amené le gouvernement à envisager une réduction des effectifs dans le domaine de l'éducation ; mais cette mesure va se heurter à la résistance des groupes sociaux, ci-inclus les étudiantes. Le système universitaire mixte aux Etats-Unis et aussi en Australie – avec un rôle fort des universités privées – est devenu des modèles pour les pays en Asie. Il n'est pas réaliste d'anticiper que l'Etat des pays membres de l'UE pourraient mobiliser en soi-même des fonds adéquats pour l'expansion nécessaires de l'éducation ; mais la mondialisation entraînera une pression grandissante pour les pays de l'UE de se spécialiser de plus en plus dans la production des biens qui utilisent fortement les travailleurs spécialisés.*

La mondialisation a énormément progressé dans les cinq décennies après 1958 lorsque les devises en Europe de l'Ouest sont devenues convertibles. Après la désintégration de l'Union Soviétique et l'expansion de la Chine – et son accession à l'OMC en 2001 – la mondialisation s'est accélérée. Le dynamisme des pays en Asie et en Europe et aux ALENA va contribuer à établir une économie mondiale qui est plus ouverte : la relation des exportations relative aux produit intérieur brut va augmenter dans le future. La libéralisation d'investissement internationales – et en parallèle l'expansion des flux des capitaux internationaux – sont devenu aussi un élément fort dans les relations internationales.

2.3 Mondialisation Durable ?

Les résultats de sondages actuels montrent une opinion européenne très sceptique face au phénomène de mondialisation du commerce international. Cela soulève la question suivante : la mondialisation est-elle durable ? On pourrait techniquement répondre positivement du fait que la mondialisation moderne est propulsée par les technologies de l'information et de la communication (TICs); le commerce digital va ainsi augmenter, incluant les services digitaux. Les compagnies internationales basées sur la connaissance deviendront des noyaux internationaux et seront suffisamment dynamiques sur le plan économique pour que l'on s'attende à une augmentation des dépenses en recherche et développement dans les pays de l'OCDE et les pays en voie de développement. La digitalisation de la plupart des activités économiques dans beaucoup de pays va entraîner une diffusion accélérée des technologies et cela incitera les firmes à augmenter leurs efforts dans le domaine de l'innovation. Aussi l'Etat de nombreux pays a donné des priorités budgétaires (plus qu'auparavant) aux subventions de R&D; l'UE a déclaré dans son programme de Lisbonne que les dépenses de R&D relatives au produit intérieur brut doivent atteindre 3% en 2010. Au-delà il y a un accroissement des dépenses publiques et privées dans le secteur de l'éducation des pays de l'OCDE, qui est complémentaire à l'expansion digitale. Mais ce dynamisme pourrait être transitoire et les attitudes plutôt négatives dans l'opinion publique au sein de la majorité des pays membres de l'UE pourraient causer une nouvelle vague protectionniste à long terme.

- L'Internet est inhérent à la mondialisation: le nombre d'utilisateurs d'Internet et la densité des "hosts", soit l'offre dans le monde virtuel, sont très importants; Internet a créé de nouveaux marchés globaux, qui sont rarement caractérisés par une compétition classique (ou durable); les coûts marginaux diminuent et il y a une tendance naturelle à ce que la firme la plus grande domine le marché. Parce que les leaders mondiaux dans de nombreux domaines viennent des Etats-Unis, les Américains pourraient profiter dans le long terme d'un tel dynamisme. A part SAP, Nokia, Capgemini, Dassault et quelques autres firmes, peu de firmes européennes se placent dans le groupe des leaders de l'IT mondiale (WELFENS, 2008).
- La division digitale pourrait élargir les différences économiques dans un contexte Nord-Sud – mais cela est partiellement causé par des décisions du Sud et de ses gouvernements :
 - Les pays en développement imposent souvent des droits de douanes élevés sur les importations de produits de l'information & de communication (TELTSCHER, 2003), mais aussi sur d'autres biens (Maghreb et biens industriels, pendant longtemps le prix d'une voiture neuve en Afrique était deux fois plus élevé qu'en Europe pour un pouvoir d'achat trois fois plus faible).
 - Il n'y a pas assez d'encouragements de la part de la Banque Mondiale (aussi de l'ITU et de l'UN) envers le Sud pour avancer (réaliser des dépenses publiques et incitations privées) dans le domaine de l'éducation; de l'association ordinateur - illettrisme résulte normalement une productivité extrêmement faible. Dans la mesure où la pauvreté est la cause majeure et classique d'une migration vers l'Europe, l'UE doit prendre plus

d'engagements pour que les politiques économiques des pays en voie de développement supportent l'expansion digitale et les incitent à en faire autant (poids politique très limité de l'Union Africaine, même auprès des gouvernements africains). Cela va pousser ces pays vers l'ouverture économique et intellectuelle.

- Les politiques des pays de l'OCDE ont largement facilité le travail de nombreux économistes qui voient dans la globalisation des forces positives et expansionnistes. Les Etats-Unis sont massivement pour la mondialisation actuelle, au moins dans les cercles politiques et commerciaux; le leadership global dans les technologies de pointe renforce cette attitude positive. Aussi les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) voudraient maintenir la mondialisation qui leur donne des perspectives expansionnistes.

Dans l'UE, la résistance contre la mondialisation repose sur trois points :

- Les travailleurs les moins qualifiés ont peur d'une dégradation de leur salaire et de leur pouvoir de négociation au sein des firmes ;
- Il y a une perception dans une grande partie de la population que la mondialisation signifie l'augmentation de la répartition des revenus entre le Nord et le Sud.
 - Les problèmes du réchauffement de la Terre et de la menace croissante d'une augmentation des cotisations sociales sont faussement liés à la globalisation. La dynamique (caractérisée par un manque de dynamisme) des cotisations sociales est due au vieillissement des sociétés en Europe – et la logique cartésienne implique que les problèmes de réchauffement sont bien un écho climatique de plus de 200 ans d'industrialisation de la planète et non pas de la mondialisation moderne (Il y a néanmoins une certaine relation entre la croissance des échanges actuels et le réchauffement climatique, dans la mesure où l'expansion économique des pays BRIC entraînera une forte augmentation des émissions des gaz à effet de serre. On pourrait bien sûr argumenter qu'une nouvelle politique énergétique dans les pays de l'OCDE et que des transferts de technologie dans le domaine de l'énergie permettent une globalisation durable).

Il faut donc éviter deux confusions classiques concernant 1) la crise du financement de l'État Providence qui est largement due au vieillissement – et non à la globalisation (le vieillissement en Italie ainsi qu'en RFA est plus fort qu'en France); pour résoudre le problème d'une réforme du système de financement des pensions, la globalisation est une opportunité car la balance courante dans les pays vieillissants au cours de la première partie du 21^{ème} siècle doit être excédentaire ; après 2050 la balance pourrait devenir négative, reflétant la nécessité d'un approvisionnement réel d'un nombre croissant de personnes à la retraite : l'augmentation des importations de biens est équivalent à l'accroissement des ressources qu'ils faut pour les retraités.

Dans un contexte du modèle Heckscher-Ohlin qui émet l'hypothèse de dotations technologiques identiques entre les pays on peut constater: en considérant que le niveau technologique du pays I (c'est-à-dire A) est égale au niveau technologique à l'étranger A* (pays II), un commerce croissant causera une convergence des revenus *par habitant* – même en l'absence de mobilité internationale des facteurs de production capital et main

d'œuvre. Mais ce n'est pas clair dans un monde avec de plus en plus de R&D - à savoir le dynamisme Schumpétérien - et on pourrait vraiment anticiper une convergence des revenus par habitant et des salaires. Avec des différences internationales en termes de technologies et de performances différentes en matière d'innovation de nouveaux produits, les employés qualifiés travaillant dans des firmes de haute technologie profiteront beaucoup plus de la croissance mondiale que la main d'œuvre non qualifiée et les firmes qui les emploient, soit les firmes produisant des produits peu intensifs en technologie. Les pays qui ont des investissements élevés dans l'éducation et respectivement dans le capital humain verront une amélioration de la position de leurs revenus dans le monde (nous ignorons ici le cas spécifique des pays le OPEP) et cela sera renforcé dans le cas où une éducation avancée sera combinée avec un grand nombre de firmes multinationales qui, dans leur ensemble, représentent typiquement les leaders de la technologie. L'expansion de l'internet ne changera guère l'analyse. D'abord exploiter les technologies de TIC n'est possible qu'avec d'avantage d'employés qualifiés. Il y a une certaine dualité de l'Internet: la diffusion des technologies s'accélère, mais aussi la complexité des innovations augmentent - souvent via la création de noyaux de chercheurs internationaux.

La mondialisation a créé une nouvelle dynamique économique dans le monde (avec la Chine étant un pays très important) et des opportunités pour une convergence internationale d'une part ; il y a d'autre part des nouvelles tendances qui pourraient entraîner une divergence croissante en termes de revenu par habitant. Etudions d'abord les nouvelles opportunités dans le contexte de la mondialisation:

- Les marchés sont plus grands que jamais (avec environ 7 milliards d'hommes sur la planète en 2030) et cela implique des opportunités considérables d'exploitation des économies d'échelles ; il y aura donc dans cette mondialité un gain de revenu réel mondial.
- Avec plus de pays participant à la mondialisation, les gains potentiels de revenu liés à des effets de spécialisation et au commerce international ne sont pas négligeables.
- Le commerce intra-branche s'élargit parallèlement avec la croissance du revenu par tête. Avec l'expansion du commerce intra-firme il y aura une nouvelle opportunité pour plus d'innovations, c'est-à-dire le lancement de nouveaux produits.

Si on ne veut pas croire en un processus de convergence automatique par le commerce - dans le contexte de modèle Heckscher-Ohlin - on pourrait considérer un deuxième sentier de convergence qui repose (malheureusement) aussi sur l'hypothèse d'égalité des dotations technologiques. Dans un modèle d'accumulation du capital néoclassique, avec une fonction de production de type Cobb-Douglas ($Y = K^\beta (AL)^{1-\beta}$ le taux d'épargne est noté s , le taux de dépréciation de capital δ , le taux de croissance de la population $n - d\ln L/dt = n$ - et le taux de croissance du niveau technologie a ; c'est-à-dire $d\ln A/dt = a$; e' est le nombre de Euler) on obtient à l'état stationnaire :

$$(7) Y/L = y^* = \left\{ \frac{s}{(n+a+\delta)} \right\} A_0^{\beta/1-\beta} e^{a't}$$

L'expression $\{[s/(n+a+\delta)]A_0\}^{\beta/1-\beta}$ détermine le sentier de croissance du revenu par habitant ; dans ces conditions le taux de croissance du progrès technologique détermine le taux de croissance du PIB par habitant. Pour le pays II on peut obtenir une équation similaire ($y^* = \{s^*/(n^*+a^*+\delta^*)A^*_0\}^{\beta/1-\beta} e^{a^*t}$) où on a déjà adopté l'hypothèse que l'élasticité $\beta^* = \beta$; si un pays pauvre progresse dans le sens où il se rapproche d'un revenu par habitant plus élevé à l'étranger (y^*), ceci sera dû à deux éléments : Le taux d'épargne (s) doit augmenter et le taux de croissance de la population baisser (n) ; avec ses deux modifications on aura une convergence des niveaux du trajet de la croissance ; et avec un rapprochement des taux de progrès technologiques ($A(t) = A^*(t)$) la convergence serait parfaite. Mais dans un monde avec des firmes multinationales et avec une spécialisation technologique dans l'OCDE et dans le monde, on ne peut pas s'attendre à une convergence technologique parfaite. Aussi dans beaucoup de pays pauvres les institutions économiques sont d'une maigre qualité et cela implique un manque de confiance de la part des ménages et des investisseurs (alors $s < s^*$). Si l'Etat – comme c'était le cas en Corée du Sud et en Chine – impose un taux d'épargne assez élevé, ce n'est toujours pas une garantie pour une convergence à long terme car le champ critique de la technologie doit être maîtrisé : dans une première phase, il y aura l'accent sur l'imitation et la diffusion, dans une deuxième phase l'accent sera mis sur l'innovation ce qui exige des dépenses pour la R&D supérieures à 1% du PIB.

Les flux de capitaux et les investissements directs sont un aspect intéressant dans un modèle de croissance en économie ouverte (WELFENS, 2007).

- Les investissements directs impliquent un gain des revenus dans le monde ;
- Les investissements directs sont basés sur (DUNNING, 1977) les avantages spécifiques des firmes – cela signifie souvent l'existence d'une position technologique avancée; l'existence et la compétitivité des firmes multinationales reposent largement sur l'innovation, incluant le développement de nouveaux produits. Les avantages spécifiques des firmes sont liés aux technologies et celle-ci ne sont pas réparties symétriquement dans le monde, bien au contraire, seulement les pays de l'OCDE, les BRIC, Taiwan, les pays membres de l'ASEAN, quelques pays d'Amérique Latine et d'Afrique du Sud sont assez forts. L'implication est bien sûr que les revenus nationaux ont peu tendance à converger entre les pays qui sont des sources d'investissements directs à l'étranger - et par conséquent qui obtiendront des paiements de dividendes des filiales internationales - et les pays où on trouve peu ou pas de firmes multinationales actives à l'étranger.
- Les IDE contredisent les conclusions du modèle d'Heckscher-Ohlin qui prend pour hypothèse l'égalité des dotations technologiques dans différents pays. Sous l'hypothèse du dynamisme Schumpétérien asymétrique dans l'économie mondiale, la convergence ne serait pas rapide, voire n'existerait pas. Aussi on pourrait s'attendre à ce que les effets de réseau, qui sont si importants dans les TICs, soient largement concentrés dans les même pays qui sont des sources d'investissements directs à l'étranger. Enfin il faut prendre compte que la production des TICs est souvent liée à des économies d'échelle et cela, combiné avec le taux de progrès technologique élevé dans ce secteur, génère une accélération du taux de croissance dans ces pays grands producteurs des TICs (les Etats-Unis, la Chine, l'Irlande, Taiwan, la Corée, le Japon). Il est vrai que l'application des TICs comporte aussi

des effets importants concernant l'augmentation de la productivité, mais, encore une fois, le niveau du système de l'éducation est important dans ce contexte.

Les pays industrialisés offrent une riche variété d'approches de la modernisation économique et technologique. Dans le cadre de l'OCDE, ils ont établi un club informel de coopération dans des domaines importants – ci-inclus les TICs.

Quel rôle pour l'OCDE dans la mondialisation ?

L'OCDE est une organisation qui n'a pas une très grande notoriété au niveau de la presse internationale. Mais à l'instar d'une institution internationale triadique – comprenant l'Amérique du Nord, le Mexique, les pays européens, le Japon plus la Corée du Sud – elle a un rôle important et, avec ses comités qui travaillent sur les champs politiques et économiques, l'OCDE exerce une grande influence sur le dynamisme de la mondialisation. Ce groupe de 30 pays offre une richesse d'expériences importantes et souvent les pays ayant des problèmes spécifiques pourraient bénéficier, en les imitant, des solutions appliquées par les pays les plus avancés dans le domaine concerné. Il y a un empressement provenant des autres pays (« peer group pressure ») d'imiter les meilleures solutions – comme on l'a vu encore une fois avec le fameux dossier de PISA et son analyse comparative des systèmes d'éducation universitaire dans les pays de l'OCDE.

Seul un cas important existe où les propos de l'OCDE n'ont pas abouti à un accord, il s'agit de l'ouverture de tous les secteurs pour l'IDE (la France et d'autres pays refusèrent parce qu'ils se méfiaient d'une influence dominante des Etats-Unis, en particulier dans le secteur de la culture). On peut aussi souligner que l'organisation a établi à partir de 2000 un nouveau programme placé sous la tutelle du centre de Développement de l'OCDE où l'on trouve non seulement les propres pays membres du club OCDE, mais aussi quelques autres pays comme le Brésil, la Roumanie, l'Afrique du Sud et l'Inde qui peuvent remplir les deux exigences fondamentales de l'OCDE – être en même temps une économie de marché et une démocratie. Dans cette perspective, inclure la Chine pourrait devenir un cas difficile.

La mondialisation et le commerce avec la Chine et l'Inde impliquent qu'après 2030 la majorité des activités économiques sera générée par l'espace de l'OCDE. Elargir l'OCDE est une nécessité aujourd'hui – en commençant par des négociations avec la Russie – si l'OCDE veut continuer son rôle d'articulation et d'orientation des actions des organisations internationales; déjà la plupart des émissions de CO₂ sont en dehors de l'OCDE – avec l'Asie gagnant du poids dans le long terme ; et on a peine à imaginer comment la Chine pourrait devenir, dans les prochaines années, un membre de l'OCDE.

Quant à l'OCDE, il n'est pas si certain que tous les pays membres ont besoin de cette organisation. La perception des Etats-Unis impose un certain bilatéralisme entre Washington et Pékin, ce qui offre beaucoup plus d'options attractives pour les USA – mais pas pour nombre d'Européens, pour qui le bilatéralisme n'est pas une bonne chose.

Quelles sont les relations UE-Chine? Les relations sont importantes, le commerce s'accroît et devrait continuer à croître fortement dans le long terme, mais beaucoup de

conflits commerciaux s'opposent à ce que Bruxelles accorde le statut d'économie de marché à Peking (le traité de l'OMC prévoit 20 années de transition au maximum).

La Russie est une courroie de transmission économique entre l'UE et la Chine. Le rôle accru de la Chine peut renforcer le poids économique de la Russie à qui l'emplacement géographique offre des opportunités non négligeables vers un élargissement du commerce avec la Chine, mais aussi pour élargir les flux d'investissements directs à l'étranger.

La mondialisation financière

Le rôle des flux de capitaux relatifs au PIB mondial – et aussi relatifs au commerce international – a fortement augmenté pendant les années 1970s et 1980s. On sait bien qu'il existe un trilemme de l'économie ouverte – le triangle d'incompatibilité implique qu'on ne peut pas avoir trois éléments institutionnels en même temps :

- Un taux de change fixe
- Une autonomie de la politique monétaire
- Une parfaite mobilité internationale des capitaux

La Banque des règlements internationaux (BRI à Bâle, Suisse) a indiqué dans ses estimations que les transactions brutes sur le marché des changes représentaient plusieurs fois le montant du commerce global à la fin des années 1990s, et la raison la plus importante qui explique ces données est le flux de capitaux.

Si on combine un taux de change fixe avec une parfaite mobilité des capitaux, la politique monétaire dans un petit pays – petit dans le sens où les prix sont fixés par le marché international (indépendamment de la production et de la demande du pays considéré) – est endogène, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'autonomie de la politique monétaire comme nous a démontré l'approche monétaire de la balance commerciale. La libéralisation des flux de capitaux des années 1970 a créé une pression massive pour l'introduction des taux de changes flexibles et on a adopté un tel système en 1973 au pays de l'OCDE : les pays de l'Union Européenne ont introduit les taux de change flexibles, mais les fluctuations ont été assez larges en Europe, ce qui a découragé l'intégration régionale et l'expansion du commerce régional. En conséquence les pays de l'UE ont introduit une quasi-fixité des taux de change en 1972 quand le « serpent monétaire européen » a été créé. Avec cette innovation institutionnelle bien instable pour les pays membres actifs, on a créé enfin le Système Monétaire Européen (SME I) en 1979 qui a utilisé des bornes étroites de fluctuation des taux de change entre les monnaies du SME. Après une crise spéculative en 1992/1993 on a élargi les bornes du système ce qui a assuré plus de stabilité. Enfin, en 1999 on a créé l'Euro et la Banque Centrale Européenne (BCE) ; c'est alors que les spéculations internes dans les pays de la zone Euro ont cessé. Dans un système de changes flexibles, la condition d'arbitrage dans le domaine des flux de capitaux requiert que le taux d'intérêt nominal i dans le pays I doit être égal à la somme du taux d'intérêt nominal i^* à l'étranger (pays II) et le taux anticipé de dévaluation (a') de la monnaie du pays I : alors,

$$(1) i = i^* + a'$$

Dans le pays I le taux d'intérêt réel r dans le court terme est obtenu par la différence du taux d'intérêt à l'étranger et de la somme du taux de l'inflation (π) et du taux de la dévaluation.

$$(1') r = i^* - [\pi + a']$$

Dans la mesure où le taux de la dévaluation est déterminé par les anticipations (et souvent aussi par des chocs monétaires dans les pays I ou II) on pourrait bien sûr avoir une constellation transitoire avec $r < 0$. Un taux d'intérêt réel négatif causera un surendettement et impliquera qu'on ait des investissements dans le secteur réel qui ne seront pas réellement fondés dans une perspective à long terme. Avec un taux de change flexible on a l'avantage d'une autonomie monétaire, mais cela n'exclut pas des périodes avec un taux d'intérêt réel qui est plus bas ou plus haut que dans le long terme ; il y aura un déséquilibre temporaire.

Si le taux anticipé de dévaluation correspond à la doctrine du pouvoir d'achat, on obtient la condition $P = eP^*$ (où e est le taux de change et P le niveau du prix dans le pays I ; * désigne des variables étrangères, alors P^* est le niveau du prix dans le pays II), et pour cela :

$$(2) a' = \pi - \pi^*$$

Dans ce cas présent – relativement réaliste seulement à long terme – on obtient (en considérant que le taux d'intérêt nominal est égal à la somme du taux d'intérêt réel r et du taux d'inflation anticipé, qui dans une perspective à long terme sera égal au taux d'inflation actuel) de la combinaison de la parité du pouvoir d'achat et de la parité des intérêts une condition pour l'égalité des taux d'intérêt réels:

$$(3) r = r^*$$

Cette condition implique encore qu'il y aura une égalisation des produits marginaux des capitaux (Y_K dans le pays I, Y_K^* dans le pays II) car on peut assumer le fait que les firmes maximisent leurs profit, ce qui implique la condition $r = Y_K$ dans le pays I et $r^* = Y_K^*$ dans le pays II. Mais dans le court terme cette égalité n'est certainement pas réaliste.

Avec beaucoup de nouvelles initiatives en Europe dans le domaine de la privatisation dans les années 1980 et 1990, les forces des marchés ont été renforcées ; la

condition $r = Y_K$ et $r^* = Y_K^*$ devient plus réaliste qu'auparavant. Et avec la libéralisation des investissements directs à l'étranger les conditions pour une véritable convergence des produits marginaux des capitaux ont été mieux remplies qu'auparavant. Cela entraînera normalement des gains économiques parce que le revenu global augmentera. Mais il y a aussi un risque plus préoccupant : si le taux réel d'intérêt dans un pays est négatif pendant quelques années, le taux d'intérêt dans l'autre pays sera aussi négatif. Et si un taux de rendement négatif stimule des investissements très douteux, on n'obtiendra pas les investissements globaux qui créeront le plus grand gain économique possible.

Aux Etats-Unis la combinaison d'une politique monétaire qui vise à stabiliser le système bancaire par une énorme réduction des taux d'intérêt et les impulsions inflationniste – assez forte en 2007/08 - sur les marchés de ressources a déjà créé le problème d'un taux d'intérêt négatif. Avec la crise bancaire aux Etats-Unis en 2008 on a vu que la puissance économique dominante dans le monde est plus fragile que beaucoup des observateurs ont anticipé. La crise immobilière et la crise bancaire américaine sont profondes. La Federal Reserve System – la banque central américaine – a signalé de vouloir stabiliser les marchés financiers aux Etats-Unis. Etant donnée la crise de confiance sur les marchés interbancaires le politique monétaire expansionniste mené par la banque centrale n'arrivera vraiment à rétablir la stabilité dans le système monétaire. Avec la chute de la banque Bear Stearns en mars 2008 la crise bancaire américaine a marqué un stage grave : La FED a effectivement financé un part du rachat de Bear Stearns par la banque JPMorgan ; la FED a garanti 30 milliard de dollars des fonds auprès de Bear Stearns dont le cours d'action est tombé de 171 dollars en janvier 2007 à 2 dollars le jour où JPMorgan a annonce le rachat. La compétition sur les marchés bancaires souffrit d'un biais si la FED prend des risques dans un tel rachat (enfin JPMorgan paie 10 dollar par action : alors environ 1 milliard des dollars pour Bear Stearns dont le capitalisation boursière était 23 milliards en janvier 2007).

L'instabilité financière des Etats-Unis va déstabiliser l'économie mondiale et dans cette perspective la mondialisation financière – à partir des année 1980 fortement encouragé par les banquiers New Yorkais – représente bien des risques. Une appréciation du taux de change de l'euro est un des risques pour les pays Européenne, et en plus une déstabilisation des anticipations sur les marchés financiers dans tout le monde et en parallèle une chute des prix des actions pourrait se manifester. Etant donné que beaucoup des banques européennes ont investi aux marchés immobiliers des Etats-Unis la crise de subprime et la crise bancaire américaine affectera les banques au UE. Dans une certaine manière les banques américaines cause des effets externe négative ; la réponse d'une politique rationnelle dans une telle situation est de imposer une taxation sur les activités qui causent les effets externes négatifs. Mais dans la réalité on ne voit pas comment l'UE pourrait imposer une taxation aux banques américaines ; mais au moins les pays européennes pourrait tenter d'imposer des nouveaux règles plus strictes aux banques, hedge fonds et autres fonds aux Etats-Unis. Les pays de l'UE aussi doivent réformer leurs systèmes de supervision des marchés financiers (GOODHART, 2007 ; WELFENS, 2007 ; WOLF, 2007). L'internationalisation de la régulation était visiblement moins forte que l'internationalisation des banques et des marchés financiers et les primes de risque se sont effondrés pendant 2000-06, et après on a vu une augmentation très forte des ces primes.

3. L'UE dans la Mondialisation: Options Politiques

La mondialisation est caractérisée par un dynamisme important dans lequel les Etats-Unis sont toujours No. 1 en termes économiques. L'UE est à peu près comparable aux Etats-Unis quant au PIB, mais n'est pas un Etat et cela est toujours valable après l'adoption du mini-traité – pourvu qu'il soit enfin accepté dans tous les pays membres. La Chine est le grand défi du 21^{ème} siècle et elle est un acteur fort en Asie. La Chine a un problème : avec l'augmentation du revenu par habitant, de plus en plus de chinois (en particulier des étudiants) remettent en question le système politique et créent des conflits politiques internes. Les modèles de Hongkong (ou de Taiwan) et de Singapour sont deux alternatives au modèle existant, bien qu'il soit difficile d'organiser un jour une transition sans imaginer un potentiel conflit interne.

Face aux nouveaux défis économiques en Asie l'UE doit prendre le problème de la compétitivité au sérieux. Le processus de Lisbonne va dans le bon sens et le dynamisme du marché unique renforce les opportunités dans le domaine économique ; plus de concurrence au sein de l'Union Européenne pourrait lancer le processus suivant:

- limiter les coûts
- inciter au développement de nouveaux produits
- inciter à la spécialisation dans des produits avec une élasticité de revenu positive (et idéalement >1)
- exploiter de manière plus efficace les gains de position sur les marchés mondiaux : les exportations augmenteraient d'autant plus.

L'innovation institutionnelle en Europe

La politique de l'UE a développé des innovations institutionnelles dans de nombreux domaines en particulier le domaine politico-économique. Ces innovations concernent les régulations sur les marchés d'infrastructures, respectivement une combinaison entre un cadre de la politique supranationale et des responsabilités nationales bien définies et gouvernée par le principe de subsidiarité. Aussi l'UE a adopté l'approche des nouveaux marchés avec les permis d'émission de CO₂, bonne solution pour résoudre le problème du réchauffement climatique. Au Japon, on discute de l'option d'acheter des certificats en Hongrie et dans d'autres pays membres de l'UE avec des firmes qui ont des excédents de permis. Une telle évolution serait un bon signal pour la diffusion globale de cette innovation institutionnelle.

Pays membres: adopter les réformes adéquates par le benchmarking.

Le benchmarking (vocabulaire issu du management) est une approche intéressante, pour apprendre comment résoudre certains problèmes d'une manière efficace. Il est important de faire du benchmarking de façon plus pragmatique au sein de l'UE: La compétitivité globale des firmes de l'UE augmentera si des régulations plus intelligentes prennent effet

rapidement. Poursuivre un dialogue scientifique international entre les chercheurs de l'UE et les chercheurs en Russie, Inde, Chine etc.

- Important dans tous les domaines, en particulier dans les services; les services sont un produit intermédiaire fréquent dans la production ; c'est pour cette raison qu'un secteur de services moderne et efficace est un atout pour la compétitivité internationale.
- Y a-t'il des incitations pour un processus de diffusion efficace au sein de l'UE qui pourrait aider à augmenter la compétitivité ? : c'est rarement vraiment le cas. Il n'y a qu'un faible rapport sur les impacts de benchmarking dans l'UE.
- L'UE est-elle capable d'exporter ses bonnes expériences ? L'exportation des institutions efficaces pourrait être un gain pour le monde et aussi un gain pour l'UE et les firmes européennes parce qu'elles trouveraient dans le monde plus souvent les mêmes institutions qu'on connaît déjà du marché unique en Europe. Créer un tel avantage de réseau pourrait devenir un atout pour les compagnies européennes dans le futur.
 - Dans le secteur de la télécommunication il y a de formidables défis et l'UE était très ambitieuse de libéraliser les réseaux fixes à partir de 1998 ; les pays membres de l'UE15 ont adopté – dans ce cadre des règles valables au niveau de la politique supranationale - les réformes nécessaires et, avec l'élargissement vers les pays de l'Europe de l'Est, les règles ont été appliquées dans plus en plus de pays. Ce secteur n'est pas seulement dans l'UE un des secteurs les plus importants en matière d'investissements directs à l'étranger ; même dans les pays en développement ces investissements sont importants – par exemple, en Amérique latine le flux cumulé d'IDE dans ce secteur ont atteint plus de \$ 110 bill. après les privatisations (OCDE, 2008, p.11). En partie, l'Union de la Télécommunication Internationale (UIT, Genève) s'est engagé pour encourager une réglementation de ce secteur caractérisée par un monopole naturel : La résolution de ce problème qui implique une concurrence non-durable consiste, dans les pays de l'OCDE et dans les pays en développement, en partie en une tarification administrée par une agence de réglementation et en des règles qui garantissent aux nouvelles firmes un accès au réseau de l'ex-monopole à des conditions liées aux coûts.
 - Dans les réseaux de chemins de fer il y des problèmes sérieux dans l'UE : par exemple, dans les marchés des transports à grande vitesse, les marchés sont ouverts seulement aux niches et avec énormément de conditions de réciprocité artificielle ; la compétition entre le TGV français et le ICE allemand ne fonctionne pas - l'échange d'informations et d'expertises relatives aux services des chemins de fer et de fret ne suffisent pas. La compétition exige que les clients qui s'intéressent à un service soient capables d'utiliser tous les éléments relevant de ces services : installer des distributeurs de tickets de TGV dans les gares allemandes (idem pour ICE dans les gares françaises) serait nécessaire pour une vraie compétition de service, et bien sûr les approches et options de tarification de la SNCF et de la Deutsche Bundesbahn ne sont pas identiques. Le service est souvent complexe, et le commerce de services n'est possible qu'à la condition qu'il

existe des régulations intelligentes et d'éviter les monopoles ou tout pouvoir lié à une position dominante.

- Avec l'introduction dans le marché unique la concurrence a augmenté dans l'UE et cela était une impulsion importante pour plus d'innovations et plus d'efficacité – l'exploitation des économies d'échelles incluse. Dans la même logique on peut s'attendre à des gains similaires dans la globalisation. Mais on ne peut pas abstraire d'effets sur les institutions qui, dans certains cas, ne seront pas optimales ou pourraient perdre en qualité ; aussi, il faut se rendre compte que la mondialisation entraîne plus de commerce et de flux de capitaux, mais dans bien des cas cela se déroule dans un contexte d'effets externes qui implique que l'allocation des ressources ne soit pas optimale. Enfin il faut considérer qu'il y aura des processus assez difficiles d'adaptation sectorielle et régionale aux nouvelles conditions de la globalisation et on pourrait considérer une compensation de ceux qui souffrent des coûts d'ajustement élevés par ceux qui ont gagné le plus de progrès de la mondialisation.

Quelle approche face aux inégalités et aux normes de travail et de sécurité ?

Les inégalités de revenu au sein de la Communauté, les fonds régionaux, les fonds structurels et les fonds de cohésion sont utiles pour minimiser les inégalités entre les régions et les pays membres. Il est bien souhaitable que le dynamisme du marché unique puisse entraîner une convergence économique entre les pays membres ; les fonds de l'UE sont en effet capables d'entretenir une convergence endogène. Il est très important que la politique soit prudente envers les nouveaux pays membres, c'est-à-dire qu'elle doit encourager l'emploi ainsi que l'accroissement de la productivité et de la croissance. Une concurrence durable est aussi importante qu'une politique sociale qui vise à atténuer les inégalités de manière efficace ; mais une telle politique doit être combinée avec une stratégie d'encouragement à effectuer des dépenses dans l'éducation. L'UE a eu tendance à aider les pays de l'Europe de l'Est à profiter de la libéralisation des marchés, mais la création d'institutions nouvelles – reflétant souvent simplement l'acquis communautaire - fut aussi positive.

La mondialisation a une légitimité assez faible en Europe et cela en partie à cause de la peur de ses effets inégalitaires, en particulier entre le Nord et le Sud. Est-ce que les inégalités, dans une perspective Nord-Sud, augmentent vraiment dans le long terme ?

La Réalité n'est (Data: Maddison, OECD) pas conforme aux idées des anti-mondialistes. Le rapport entre les pays riches (Etats-Unis+Canada+Australie; « Western offspring ») et la région la plus pauvre s'est développé, en termes de revenu par habitant [y/y*], comme suit :

- 1950: 17:1 ; avec dix-sept pour 1 au début de la mondialisation moderne, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres était grand.
- 1973: 13:1 signale une certaine tendance à la convergence des revenus à travers les pays. Il faut bien noter que le revenu par habitant en Afrique était à peu près le même qu'en Asie - Japon exclu- en 1950, mais en 1973 l'Asie avait déjà fait plus de progrès que l'Afrique (si la situation peut être améliorée en Afrique avec une

présence assez visible des investisseurs de la Chine au début du 21^{ème} siècle, il s'agit d'une nouvelle question).

- 1998: 19:1 est le résultat incluant l'Afrique; mais sans l'Afrique le rapport est seulement de 9:1. Evidemment, les problèmes de l'Afrique sont d'avantage liés aux guerres internes, manque de stabilité et manque de libéralisation malgré le phénomène de mondialisation des autres continents! Avec le progrès économique en Chine, la baisse des inégalités dans le monde (y/y^* pondéré par les niveaux de population) a reculé et l'écart économique entre les PIB par habitant des pays du Nord et du Sud a diminué.

Ce raisonnement est un peu simpliste si on doit constater que la convergence économique à travers les pays est accompagnée dans quelques pays d'une divergence interrégionale des revenus par habitant. De plus les revenus des pays de l'OPEP ne sont pas particulièrement justifiés par des hausses de productivité, et ne sont donc pas naturellement durables dans le long terme.

La mondialisation n'a pas augmenté en soi le taux de chômage dans les pays de l'OCDE et les pays BRIC ; de plus beaucoup d'autres pays ont démontré qu'on peut combiner la croissance et la stabilité économique. En même temps il ne faut pas ignorer les problèmes de la mondialisation financière qui est un sujet difficile. Avec les marchés financiers plus intégrés, une stricte transparence des acteurs est importante pour l'orientation des participants sur les marchés. Comme le cas de fraude chez Enron – avec les bilans manipulés et une banqueroute exceptionnelle (1000 milliards de \$ sont partis en fumée pour ainsi dire) – ainsi que la fraude chez la Société générale ont bien démontré que les informations internes et celles publiées doivent être valables et la crise bancaire internationale de 2007/08 a donné la même leçon. Il faut bien tirer les leçons de la crise bancaire des Etats-Unis, mais on ne doit pas confondre les erreurs commises par les autorités américaines et le dynamisme de la mondialisation elle-même. Néanmoins la mondialisation est un succès et ils n'y pas vraiment d'arguments pour stopper ce processus ; mais il est vrai qu'une plus grande coopération entre les états est nécessaire dans biens des domaines.

Il est nécessaire pour l'UE de publier plus de travaux académiques concernant les faits de la mondialisation. Une nouvelle vague anti-mondialiste pourrait affaiblir aussi l'idée de l'intégration européenne. Il est important d'encourager l'intégration régionale et de légitimer la position multilatéraliste - mis en avant par l'UE - au sein du système global. L'UE 27 offre aussi un bon exemple de la nécessité d'avoir une certaine concurrence des institutions et des approches économiques ; dans le domaine de la taxation il est très intéressant de voir combien d'états de l'Europe de l'Est ont introduit des systèmes de taxation simple (avec la Pologne en ligne pour 2010 avec un taux de taxation uniforme envisagé de 15%) qui pourrait stimuler la croissance et l'innovation. La mondialisation a créé des marchés et des firmes de plus en plus grands, mais il demeure très important de préserver une certaine variation des institutions et des approches politiques.

Les normes de sécurité du travail

On peut largement laisser le dynamisme des marchés globaux déterminer les rémunérations sauf celles des salaires les plus bas. Si les salaires pour les non-qualifiés se heurtent à un seuil auquel il est pratiquement impossible de survivre, la politique sociale des Etats Membres est nécessaire. On ne pouvait pas s'y attendre, aujourd'hui, alors que la Chine et l'Inde ont établi un niveau de salaire et de productivité du travail impliquant une stabilisation des salaires réels pour les non-qualifiés en Europe.

Sur le plan des normes de sécurité du travail on trouve de graves différences entre le Nord et le Sud, ce qui implique:

- qu'il y a une peur légitime dans les pays de l'UE que les normes baissent.
- qu'on pourrait justifier une certaine espérance dans les pays pauvres sur le fait qu'il y ait d'une manière endogène une augmentation des normes.

Mais le taux de croissance dans la plupart des pays pauvres est assez modeste (sauf pour la Chine et l'Inde et quelques autres pays d'Asie) et il y a donc peu de raisons d'anticiper une rapide amélioration des normes de sécurité. Les normes très peu contraignantes dans les pays de l'Europe de l'Est et dans les pays postsoviétiques en Asie impliquent un certain risque de dégradation des normes au sein des pays de l'OCDE et cela est déjà une réalité dans certains secteurs de pays de l'UE au début du 21^{ème} siècle.

L'Analyse de DONADO/WÄLDE (2007) donne une réponse claire et surprenante :

- La mondialisation pourrait entraîner une dégradation des normes concernant la sécurité du travail dans les pays de l'OCDE
- L'analyse de ce modèle nous montre qu'avec des investissements directs et des „exportations“ des normes des pays I (OECD) vers les pays II (pays en développement), il y aura un gain global d'utilité, pour chacune des parties.
 - Il faut bien exporter les normes de production/de la sécurité de travail vers le Sud ; il y a une grande importance du rôle des syndicats dans tous les pays et de la démocratisation dans le Sud. Dans une perspective de maximiser l'utilité de tous les personnes dans l'économie mondiale (ou – théoriquement - dans le cadre d'un modèle à deux pays) il serait désirable que les syndicats dans les pays de l'OCDE exportent les normes de sécurité de travail vers le Sud.
 - Comment peut-on achever une telle amélioration? La Commission Européenne pourrait poser les questions des normes de la sécurité de travail sur la table des négociations dans le cadre de l'OMC. Dans cette perspective Bruxelles, les pays membres et les syndicats manquent jusqu'à maintenant d'activités (aussi l'exportation des normes peut être justifiée non seulement par le risque d'une dégradation pour les pays de l'OCDE en cas d'absence d'une exportation des normes élevées, mais aussi par une interdépendance des préférences Nord/Sud vers une convergence – les habitants du Nord aimeraient bien que les habitants du Sud se portent mieux). D'avantage de sécurité de travail dans les firmes du Sud entraînera une certaine augmentation des coûts de travail, mais en même moment la productivité

(par employé) de travail va augmenter car le nombre d'heures travaillées effectivement – par ceux qui ne sont pas malades – va augmenter.

Perspectives à long terme

Qu'est-ce qui est nécessaire en termes de stratégie pour l'UE si elle veut influencer la mondialisation?

- Internement et dans le domaine économique: les atouts du marché unique doivent être exploités par une nouvelle combinaison de la politique supranationale et de la politique des pays membres ; si on admettait une consolidation des industries de réseau – d'abord la télécommunication, l'électricité et les chemins de fer – on réaliserait les économies de réseau international et aussi plus d'économies d'échelles (pour les biens d'équipement investis dans ces secteurs). Un autre exemple, on pourrait ouvrir les marchés nationaux pour les trains à grande vitesse ou créer une nouvelle compagnie transnationale de chemins de fer à grands vitesse – disons franco-allemand dans une première étape – qui doit ouvrir les marchés pour la concurrence extérieure ; et en même temps la politique dans les états membres pourrait encourager la création d'un réseau d'électricité transnationale qui est séparé de la production de l'électricité. Plus de concurrence et de nouvelles incitations pour plus d'innovations seraient un résultat de telles réformes. Avec des réformes adéquates dans les secteurs liés aux infrastructures on augmentera la compétitivité globale des firmes de l'UE.
- Internement et dans la coopération régionale: l'union des 27 agit trop lentement dans un monde de plus en plus rapide et il y a un manque de coopération entre l'Allemagne et la France. Evidemment la France – sous le président Sarkozy - voudrait bien avancer avec un projet d'une union méditerranéenne ; mais l'Allemagne est probablement peu intéressée par un tel projet – l'élargissement de l'UE vers l'est est plus ou moins achevée et cette région est prioritaire pour le gouvernement. Bien qu'un projet d'une coopération plus étroite dans la méditerranée est un grand projet grâce auquel l'UE pourrait s'alourdir économiquement et politiquement dans le monde, il n'y pas de vision commune entre Berlin et Paris. La France pourrait s'engager dans une coopération plus étroite entre Paris, Rome et Madrid pour progresser dans le projet d'une union de la méditerranée. L'Allemagne réunie fait aussi face à de nouvelles contraintes sous les bouleversements politiques causés par le nouveau parti Die Linke qui – comme successeur de la PDS de l'ancienne République Démocratique Allemande – engendre des problèmes dans la mesure où les coalitions traditionnelles (SDP-Les Verts contre l'option CDU-FDP) sont trop faibles pour gouverner avec une majorité. La grande coalition ne peut pas être considérée comme une alternative durable. Si ces changements affaiblissaient la stabilité politique en Allemagne, la coopération entre Berlin et Paris deviendrait naturellement plus difficile.
- Sur le plan des relations multilatérales : l'UE doit assumer un rôle plus fort dans les organisations internationales. Il serait difficile à court terme d'avoir un seul siège au FMI, mais à long terme un seul siège renforcera le pouvoir global de l'Union ; et les états membres seront fortement incités à mieux se coordonner en Europe. Aussi, l'UE doit plus agir comme la vraie UE et doit aussi chercher l'alliance avec d'autres clubs d'intégration.

- Dans la zone Euro, il serait utile de développer des approches politiques communes pour les politiques fiscales, incluant des budgets communs pour le financement de R&D ; la recherche et développement a de plus en plus d'effets externes positifs et cela est un bon argument pour plus de coordination internationale dans le cadre de la zone Euro. La crise bancaire internationale a éclairé le fait que l'union monétaire facilite la stabilisation des pays continentaux de l'Europe de l'Ouest.

Une réglementation (régulation) cohérente des marchés digitaux est désirable: il faut maintenir la concurrence sur les marchés en lien avec l'économie digitale ce qui peut être une chose difficile si la globalisation digitale progresse dans le cadre de l'IP. Dans cette perspective il faudra établir un dialogue au sein de l'OCDE - élargi par la Chine, l'Inde et d'autres pays - concernant les marchés digitaux. La politique de la compétition est importante dans une perspective européenne. A part des règles globales dans cette politique de compétition il vaut mieux souligner l'importance d'une diversité de règles nationales : même dans un marché global il faut garder un certain minimum de compétition institutionnelle. Le principe de la subsidiarité s'applique aussi aux marchés globaux – sur le plan le plus complexe de la politique (global contre régional contre national) il serait utile de ne pas donner aux niveaux les plus élevés des tâches qui pourraient être remplies à des niveaux inférieurs, plus proches des électeurs.

Une stratégie pour une intégration des clubs d'intégration est bien désirable à Bruxelles et entraînera plus de poids pour régler la globalisation. Avec l'expansion et l'approfondissement de l'ASEAN, du MERCOSUR etc. il y a des options très importantes pour une coopération internationale. Aussi, les autres « clubs » sont bien souvent intéressés de mieux comprendre la dynamique interne et les institutions de l'UE.

Quel sont les points décisifs pour plus d'influence de l'UE sur la mondialisation ?

- À un niveau national: résoudre les problèmes de l'État providence avec le vieillissement: travailler plus longtemps (67/68 ans etc.) est une option naturelle qui n'impliquerait pas beaucoup de problèmes dans une société dominée par des emplois du secteur des services.
- Internationaliser les universités: "investir" en Chine, aux Etats-Unis et dans d'autres régions du monde doit être normal pour les universités européennes de pointe : Une université et grande école comme Sciences Po ou l'université Bocconi ou... pourrait bien établir une filiale en Chine et aux Etats-Unis (ils faut bien adopter les lois pour faciliter une telle expansion) ; le marché de l'éducation sera vraiment global au 21^{ème} siècle et une présence internationale pour les universités européennes ne doit pas seulement être considérée comme un élément de compétition dans un nouveau marché, mais il y a aussi la question de savoir si on veut s'engager dans le défi de créer des noyaux intellectuels globaux et si on veut exporter les idées européennes dans le monde.
- Activer les forces européennes sur l'internet:
 - Plus grande avancée en termes d'e-gouvernement: Si on suppose que dans les sociétés digitales les innovations dans le secteur de TICs sont caractérisées par des effets externes internationaux, il est nécessaire de

réaliser une plus grande coopération dans les politiques de R&D – une telle stratégie n’a pas été réalisée dans l’UE.

- Créer et subventionner un site web multilatéral entre universités; l’argument pour cette mesure sont les effets externes positifs, incluant les effets de réseau: rendre les idées de l’Europe plus notoires dans le monde; par exemple traduire K. Popper (Logique de la découverte scientifique...) en Chinois et en Arabe est important.
- Pas d’encryption des programmes TV financés par l’État. La commercialisation à l’étranger détruit la création d’une perception publique commune en Europe. L’encryption est contre l’esprit des programmes publics.
- Exporter les normes européennes de la sécurité au travail ; cela entraînera une augmentation du bien-être dans l’économie globale.
- Au niveau supranational
 - Pas une fois de plus une honte comme dans le World Summit on the Information Society/WSIS (Tunisie): lors du sommet mondial sur la Société de Connaissance/Internet, la délégation de l’UE n’avait pas de position commune sur certains points importants – les négociations étaient en panne et cela implique une non influence de UE.
 - Harmoniser les systèmes d’information fiscale: Les pays membres doivent être capables d’informer sur les dépenses fiscales consolidées, c’est-à-dire les dépenses des 27 états et de l’UE (un tel effort a été réalisé une fois seulement – après la guerre du Kosovo : sous la pression du Sénat des Etats-Unis)
 - Avancer avec la zone Euro: avec un Etat-providence supranational effectif – l’UE27 ne peut pas survivre sans une dimension sociale; la globalisation n’exclut pas la solidarité.
 - Faire que les pays de l’UE27 (ré)agissent plus rapidement (réactivité).
 - Partager l’influence avec Etats-Unis et les BRIC +Afrique de Sud est une opinion intéressante. Il serait utile d’élargir le G8 ; un nouveau forum G8+Brica (Brica=Bric plus Afrique de sud=G13) pourrait devenir un cadre efficace pour résoudre des problèmes de la globalisation; un dialogue global qui inclut les pays de tous les continents est important.

Options dans la Mondialisation

- Dans le cadre de l’UE l’objectif devrait être d’initier une croissance durable ; la politique dans ce domaine doit avoir un horizon à long terme. C’est difficile d’avoir dans la politique un tel horizon dans un environnement économique international où les acteurs décisifs ont un horizon très court – la crise bancaire internationale a démontré que beaucoup d’actions dans les marchés financiers sont à court terme.
- La cible dans le domaine de la politique de l’environnement internationale requiert une coopération effective. Cela donne une importance spécifique à des initiatives pour achever un consensus commun; le mini traité est assez technocrate et facilite

le consensus interne à l'UE (pourvu que le traité soit accepté dans tous les pays membres) ; mais il n'aboutit pas en matière de globalisation ; établir un Processus de Lisbonne Permanent/avec un „dialogue annexe“ externe.

- Établir un plan à propos de l'intégration des clubs d'intégration (UE-Mercosur-Asean...) entre eux;
- Aller de l'avant avec les marchés des certificats de CO₂; une bonne innovation qui aide la planète et qui est bonne en termes d'efficacité: le Japon achèterait des certificats en Hongrie ce qui démontre la puissance de l'idée d'un marché des certificats.
- Créer des réseaux scientifiques dans la globalisation digitale: l'économie d'internet est No. 1 de la globalisation; analyses des chercheurs sociaux = important pour la politique; UE doit être un leader de l'économie digitale.
- Exporter les normes de sécurité appliquées au travail serait positif pour le Nord et le Sud; donc un progrès concernant les droits de l'homme, création d'un Système de Marché Social.
- Dialogue global: inviter tous les pays/universités/citoyens (opinion publique internationale) au dialogue international.
- On pourrait avoir une priorité envers les BRIC; mais une telle stratégie doit être réellement globale.
- Pas de démission du politique: Mais plus de coopération internationale (UE) qui est adéquate dans une économie mondiale avec de plus en plus de multinationales agissant de plus en plus dans des marchés intégrés régionaux / internationaux.
 - Avec d'avantage de pouvoir politique supranational, il y aurait de nouveaux problèmes issus des besoins démocratiques: la distance entre les électeurs et les politiciens s'agrandirait à moins d'exploiter la ressource Internet à bon escient.
 - Mondialisation: clarifier les faits, et non pas créer de nouvelles confusions;

La conclusion est claire : l'Union Européenne pourrait influencer d'une manière plus forte la globalisation si elle (tous ses pays membres) adoptait une stratégie commune dans cette optique politique. Les économistes ont souvent du mal à expliquer la dynamique de la globalisation et c'est en cela qu'il serait utile de créer un Forum Européen pour discuter de cette globalisation – elle n'est, en effet, pas uniquement positive comme beaucoup d'enthousiastes voudraient nous le faire croire, mais elle représente aussi beaucoup plus de nouvelles opportunités dans le cadre du débat européen que les pessimistes ne le prédisent.

La mondialisation financière a contribué dans une certaine manière à plus de concurrence et de l'innovation et par cela plus de croissance économique ; en même temps cette mondialisation a encouragé plus des investissements de court terme et cela n'encouragera pas une croissance durable. Il serait très dur d'adopter des stratégies long terme dans la politique de l'environnement ou dans les réformes de la retraite si les marchés de capitaux sont plus en plus orientés sur le court terme. Il n'est pas évident que les politiciens dans la zone euro ont une conception plus solide pour la réglementation des marchés financiers que les Etats-Unis. La mondialisation financière va s'accélérer dans

les années à venir et la Commission Européenne et le Parlement Européen pourraient développer une approche plus cohérente dans un contexte modifié de l'approche de Lisbonne.

Appendice

- Il faut distinguer le produit intérieur brut (Y) et le revenu national brut (Z). Dans un modèle à deux pays (pays 1 et pays 2) où la production est $Y = K^\beta L^{1-\beta}$ – K pour capital, L pour emploi ($Y^* = K^*{}^\beta L^*{}^{1-\beta}$, * pour désigner variable à l'étranger) – le cas asymétrique où K* représente IDE en 2 et avec IDE=0 en pays 1 et $L=L^*$, $K=K^*$ on obtient (avec $z=Z/L$): $z/z^* = [Y/Y^*(1-\beta)] + \beta/(1-\beta)$; $\beta = \beta^* = 0.3$; z sur $z^* = 2$!
- Différence des pays en matière de création de firmes multinationales est équivalente à une différence du revenu national par habitant à travers les pays. Intégrer Z dans les modèles économiques est important (WELFENS, 2007).

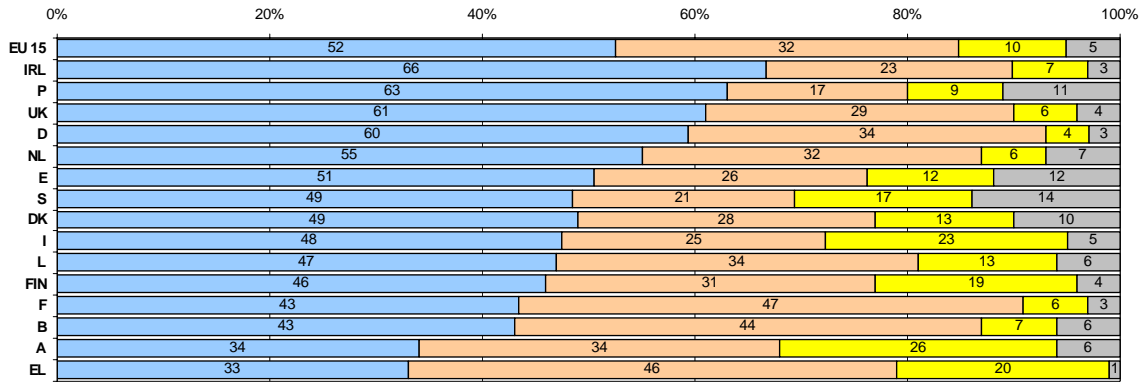
Le modèle néoclassique – dans le cas d'une fonction de production macroéconomique $Y = K^\beta (AL)^{1-\beta}$ et supposant un taux d'épargne de s, un taux de progrès a ($a = :d\ln A/dt$) et un taux de croissance de la population n – on obtient comme résultat d'équilibre (investissement brut $dK/dt + \delta K$ [δ symbolise le taux de dépréciation ; e' sera le chiffre d'Euler] pour le long terme (steady state):

$$(1) y \# = A_0 [s/(a+n+\delta)]^{\beta/(1-\beta)} e^{at}$$

Résultats des sondages:

Q8. Si la mondialisation s'intensifiait à l'avenir, pensez-vous que cela serait ... pour vous et votre famille?
 Q8. If globalisation intensifies in the future, would you say that overall this would be ... for you and your family?

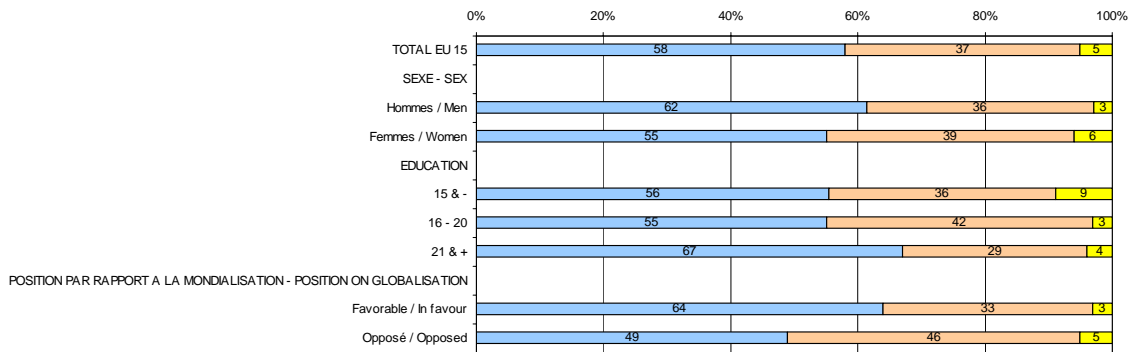
- Plus avantageux / More advantageous
- Moins avantageux / Less advantageous
- [Ni plus, ni moins avantageux] / [Neither more or less advantageous]
- [NSP&SR] / [DK&NA]



Source: European Commission

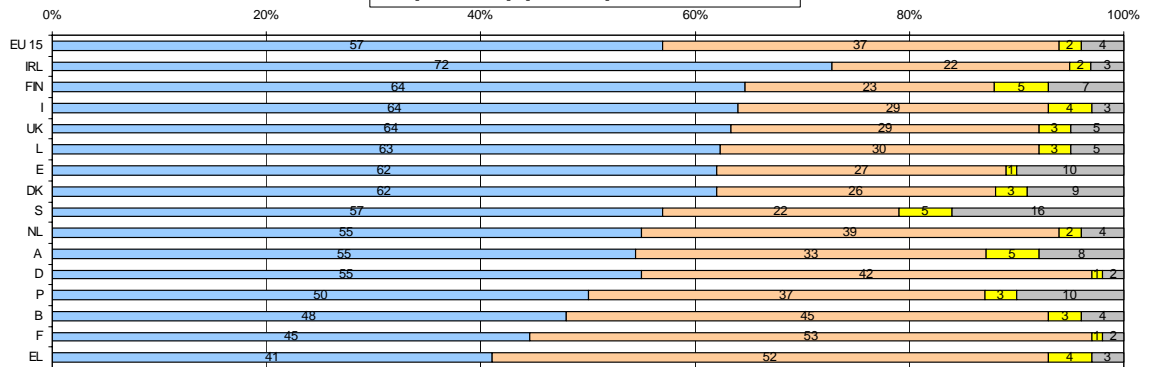
Q 13. Avec laquelle des deux opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord?
 Q 13. With which of the following opinions do you most agree?

- C'est une bonne chose que la Commission européenne négocie pour le compte de tous les Etats membres de l'union, car cela lui donne plus de poids dans les négociations / Its a good thing that the European Commission negotiates on behalf of all Member State
- C'est une mauvaise chose, car le Commission européenne peut ne pas tenir suffisamment compte des avis et des intérêts de [NOTRE PAYS] / Its a bad thing as the European Commission cannot sufficiently take account of the opinions and interests of [OUR COUNT]
- [NSP & SR] / [DK & NA]



Q 7. La mondialisation a ... pour
 a) La croissance économique de notre pays?
 Q 7. Globalisation has ... on
 a) Economic growth in our country?

■ Un effet plutôt positif / Rather positive effect
■ Un effet plutôt négatif / Rather negative effect
■ [Aucun effet] / [No effect]
■ [NSP & SR] / [DK & NA]



Références

- AUDRETSCH, D.B.; WELFENS, P.J.J. (2002), *The New Economy and Economic Growth in Europe and the US*, Heidelberg, Springer.
- AZIZ, J.; CUI, L. (2007), *Explaining China's Low Consumption: The Neglected Role of Household Income*, IMF Working Paper 07/181. Washington DC.
- BALDWIN, R.E.; MARTIN, P. (1999), *Two Waves of Globalization: Superficial Similarities, Fundamental Differences*, in: SIEBERT, H., ed., *Globalization and Labor*, Tübingen: Mohr.
- BERGER, S. (2003), *Notre première mondialisation*, Paris: Seuil.
- BITKOM (2007), *Zukunft digitale Wirtschaft*, Berlin.
- DONADO, A.; WÄLDE, K. (2007), *Trade Unions Go Global*, University of Würzburg, mimeo.
- DORNBUSCH, R. (1976), *Expectations and Exchange Rate Dynamics*, *Journal of Political Economy*, Vol. 84, 1167–1176.
- DUNNING, J.H. (1977), *Trade, Location of Economic Activity and MNF: A Search for an Eclectic Approach*, in: OHLIN, B.; HESSELBORN, P.O.; WIJKMAN, P.M., eds., *The International Allocation of Economic Activity*, London, Macmillan: 395-418.
- GOODHART, C.A.E. (2007), *The Background of the 2007 Financial Crisis*, *International Economics and Economic Policy*, Vol. 4, 331-346.
- IMF (2007), *World Economic Outlook*, Washington D.C.
- KUIJS, L. (2006), *How Will China's Saving-Investment Balance Evolve?*, World Bank Policy Research Working Paper 3958, Washington DC.
- LAFAY, G. (2002), *Comprendre la mondialisation*, 4e édition, Paris: Economica.
- OCDE (2008), *Latin American Economic Outlook*, OECD Development Centre.
- TELTSCHER, S. (2003), *Measuring Information and Communication Technologies for Development*, Geneva: UNCTAD.
- VEDRINE, H. (2007), *Rapport pour le président de la République sur la France et la Mondialisation*, Paris, Fayard.
- VON WEIZSÄCKER, C. (1999), *Logik der Globalisierung*, Göttingen, Vandenhoeck.
- WELFENS, P.J.J.; WESKE, M., eds. (2006), *Innovations, Digital Economic Dynamics and Regulatory Policy*, Heidelberg: Springer.
- WELFENS, P.J.J. (2007a), *Innovations in Macroeconomics*, Heidelberg and New York: Springer, 2nd revised and enlarged edition 2008.
- WELFENS, P.J.J. (2007b), *Banking Crisis and Prudential Supervision: A European Perspective*, *International Economics and Economic Policy*, Vol. 4, 347-356.
- WELFENS, P.J.J. (2008), *Digital Integration, Growth and Rational Regulation*, Heidelberg and New York: Springer.

WOLF, H. (2007), Rethinking Banking Supervision in the EU, *International Economics and Economic Policy*, Vol. 4, 357-362.